

CANAL.

AVRIL 1994 N°25

LE MAGAZINE DE PANTIN

Gros plan : les chemins de la drogue

Pêche d'avril : poisson au bout du fil

Judo : Georges Mathonnet, champion de France

AVRIL

Dimanche 3 avril

Jour de Pâques.

Du mardi 5 au vendredi 15 avril

Exposition : **Aux urnes citoyennes** dans le hall de l'hôtel de ville

Jeudi 7 avril

19 heures : salle du conseil municipal. Pour fêter les 50 ans du droit de vote des femmes, rencontre-débat organisée par la revue *Futurs* sur le thème «**Femme, quoi encore ?**»

Du vendredi 8 au dimanche 10 avril

8^e édition du festival des jeunes chorégraphes : **Danse dense** à la salle Jacques-Brel.

Jusqu'au samedi 9 avril

Théâtre Gérard-Philipe, 59, rue Jules-Guesdes à Saint-Denis : **Pylade** de Pier Paolo Pasolini, mise en scène Stanislas Nordey. Tél. : 42.43.17.17

Du samedi 9 au dimanche 24 avril

Vacances scolaires de Pâques

Dimanche 24 avril

Journée commémorative de la déportation. Inauguration du square Marcel-Paul, près du centre EDF-GDF (voir page34.)

Du mardi 26 avril au vendredi 6 mai

Théâtre de la Commune-Pandora, 2, rue Édouard-Poisson à Aubervilliers : **L'histoire du soldat** de Charles-Ferdinand Ramuz, mise en scène Emmanuel Demarcy Mota. Tél. : 48.34.67.67

Du jeudi 28 avril au samedi 7 mai

L'artiste plasticien Marcel Cartus expose ses dessins, peintures et sculptures au syndicat d'initiative-office de tourisme.

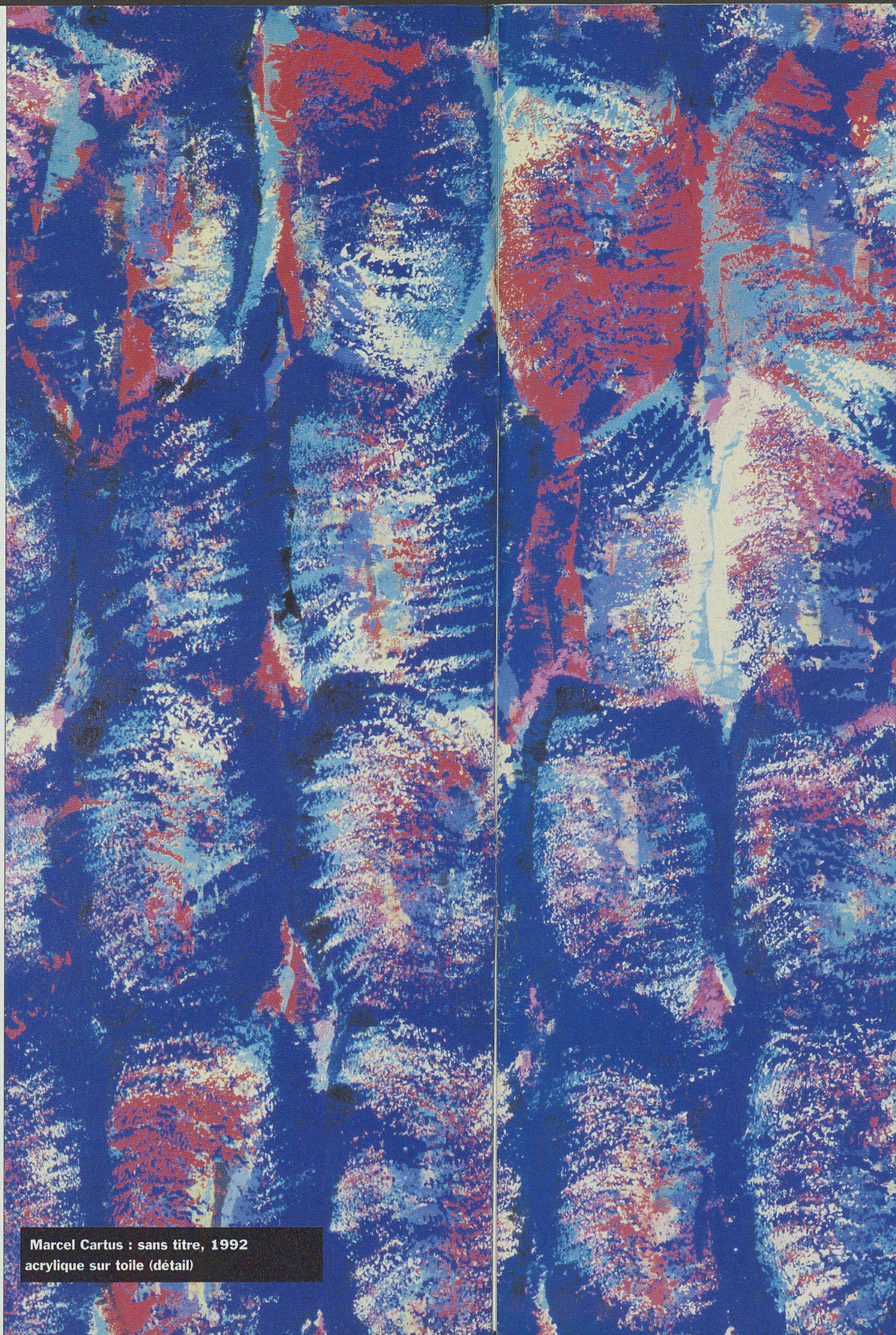
Samedi 30 avril

Bibliothèque Elsa-Triolet à 15 heures, le poète Gérard Noiret présente son livre **Tags**.

Lundi 2 mai

Conférence sur les orchidées sauvages en Ile-de-France avec le Mouvement national de lutte pour l'environnement à la bibliothèque Elsa-Triolet

CANAL, le magazine de Pantin. Service communication de la ville de Pantin 18, rue du Congo 93500 Pantin. Tél. : 49.15.40.36, Fax 49.15.41.95. Directeur de la publication : Jacques Isabet. Rédactrice en chef : Laura Dejardin. Directeur artistique : Denis Locquet. Maquettiste : Gérard-Aimé. Secrétaire de rédaction : Claire Passignat-Gleize. Journalistes : Pierre Gernez et Anne-Marie Grandjean. Collaborateurs : Sylvie Dellus, , Gwénaél le Morzellec, Bénédicte Philippe, Fabrice Vertova. Photographes : Gil Gueu et Daniel Rühl. Illustrateur : Loïc Faujour. Photo de couverture : Jean-Michel Sicot. Photogravure et impression : ABC Graphic. Nombre d'exemplaires : 30 000. Diffusion : La Poste. Régie publicitaire : 49.72.90.00



Marcel Cartus : sans titre, 1992
acrylique sur toile (détail)

SOMMAIRE

L'événement

Ça mord ! page 4

Avril est le mois d'ouverture de la pêche au brochet. On en trouve dans le canal ainsi que des écrevisses, des moules, et bien d'autres poissons...

Pantinoscope

Signature d'un plan local de sécurité page 12

Que devient le local de l'ancien Monoprix ? page 14

Le directeur du Centre Leclerc qui a repris le fond de commerce, dévoile ses projets.

Préparez-vous en douceur aux Foulées pantinoises et aux 24 Heures nautiques page 18

Reportage

Le bac sans stress, c'est possible. Nos conseils page 22

A cœur ouvert

Georges Mathonnet, champion de France de judo page 24

Un poids lourd qui n'a pas la grosse tête

Dossier

Les ravages de la drogue page 26

Près d'un toxicomane sur deux est sidéen

Témoignage

Journée souvenir de la déportation page 34

Jacques Pain raconte l'enfer de Buchenwald

Quartiers

Nomad, les jeunes des Courtilières en pleine ébullition page 38

La chapelle des jeunes, un édifice controversé page 40

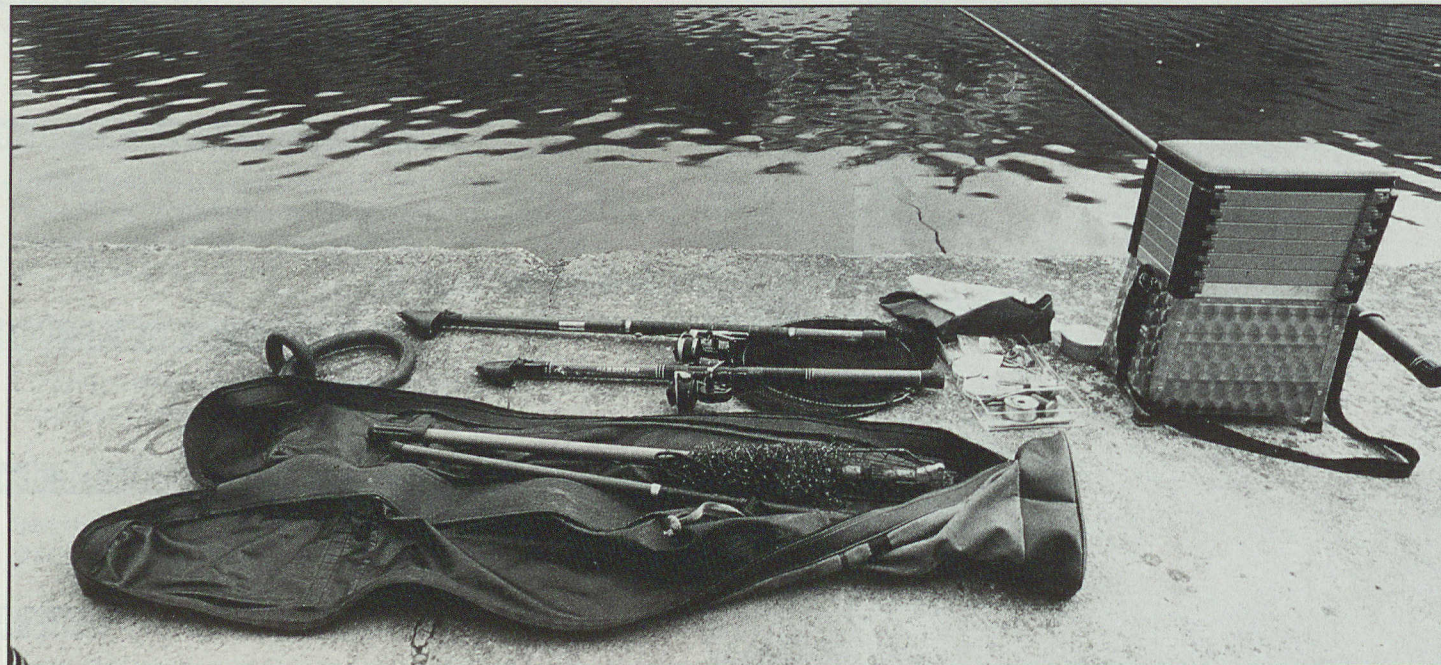
Jeu Mots fléchés page 45

Courrier des lecteurs page 47

Ça mord !

Incroyable ! Dans les eaux paisibles du canal de l'Ourcq qui ne semblent couler que pour les péniches, des brochets, des sandres, même des silures ou des écrevisses s'affairent. Drôle de farce : les pêcheurs les attrapent... et les rejettent aussitôt.

Par Pascale Solana



Pierre Geniez

Sous l'eau, tapi dans son poste de chasse - une Mobylette coulée la veille -, il attend. Il aurait préféré les racines immergées d'un saule. Mais en pleine ville, il ne faut pas faire le difficile. Soudain sa gueule immense, telle celle d'un serpent, s'ouvre, se dilate. Les sept cents dents recourbées du brochet solitaire se referment sur la

proie. C'était une carpe dodue. Presque aussi grosse que lui. De ce drame des bas-fonds, vous qui passiez tranquillement sur la berge du canal, vous n'avez rien vu ! Les pêcheurs de Pantin, eux, savent. Car le 17 avril, c'est l'ouverture de la pêche au brochet. Alors les mordus, souvent des personnes âgées, qui n'ont pas la possibilité d'aller pêcher à la campagne, installent leur ligne. «Le canal, c'est au pif ! On

marche, on trouve un coin près d'un collègue, on se pose. L'endroit le plus intéressant, c'est le bassin de la Chambre de commerce. Il est large, donc les péniches dérangent moins», explique Michel Monvoisin, pêcheur. Passée la période de reproduction de ce carnassier, en février, les pêcheurs peuvent espérer une prise à condition qu'elle dépasse 45 cm, car le brochet est protégé. En fait, le prédateur doit sa

Jean-Christian Bourcart



présence dans le canal aux réempoissonnements réguliers de l'Association pour la pêche et la protection des milieux aquatiques des canaux. Le cours d'eau n'est pas propice à la reproduction naturelle et à la prolifération de brochets. A la période de frai, la femelle dépose ses 250 000 œufs dans une zone marécageuse, proche des berges, profitant des moindres débordements et de la rivière pour

regagner le fil de l'eau. Or tout le monde sait qu'un canal... est canalisé. Donc pas de crue. Donc pas de ponte. En revanche, on rencontre beaucoup d'autres poissons. «Une quinzaine d'espèces différentes», explique Sylvain Cortade, garde-chef du Conseil supérieur de la pêche, un organisme relevant du ministère de l'Environnement. Et comme on mesure la richesse d'un milieu à

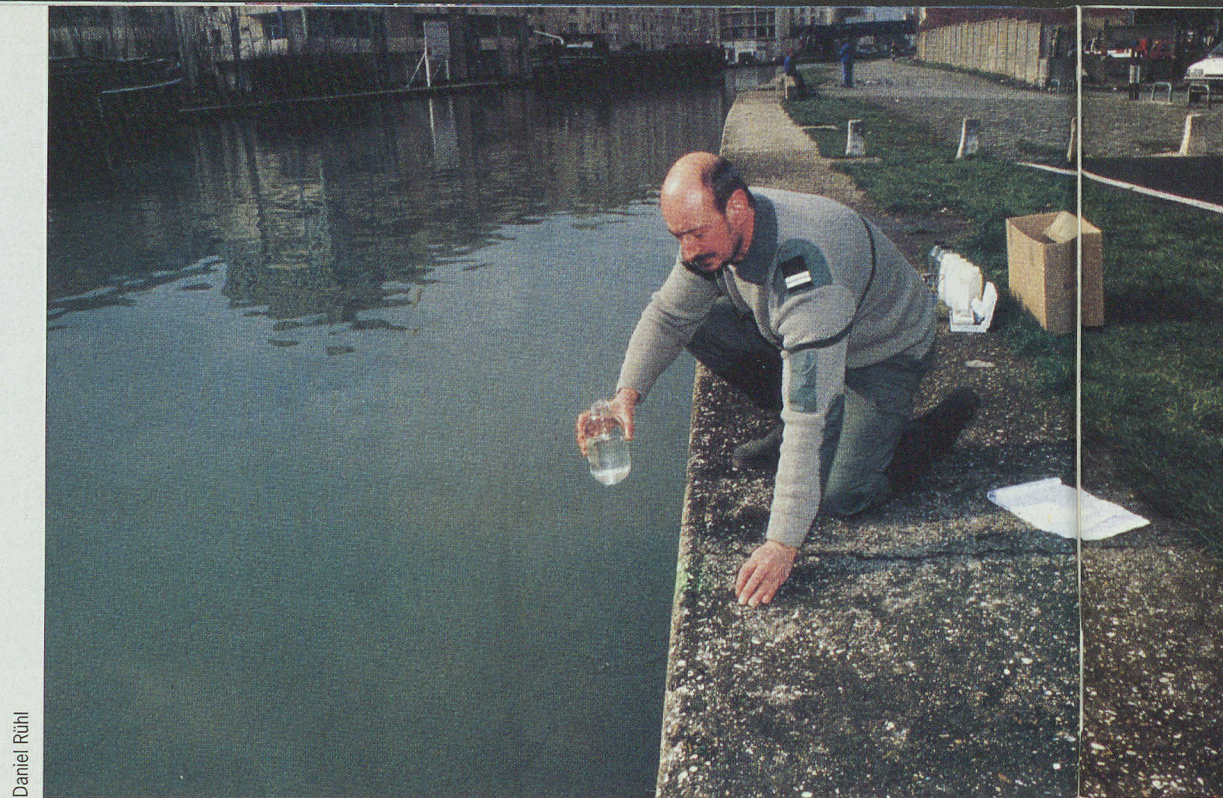
la variété des espèces qui le peuplent, on peut dire que le canal est loin d'être stérile. On rencontre dans les eaux de l'Ourcq d'autres prédateurs qui concurrencent le brochet, comme la perche, connue des observateurs pour son cruel «baiser de la mort». Les perches qui se déplacent en banc, pratiquent avec leur proie la chasse à courre ! L'ablette ou le gardon, traqués, épuisés en fin de course, sem-

Canal sous surveillance

Pêcheurs et organismes de contrôles, comme ceux des canaux de Paris ou du Conseil supérieur de la pêche, s'accordent pour dire que la qualité de ses eaux est bonne. «Bien qu'elle n'ait pas le label des eaux de baignade», précise-t-on au service des canaux de la ville de Paris. (Même si elle l'avait, il serait interdit de se baigner dedans !) Certes il n'est pas à l'abri de pollutions brutales. «Il y a deux ans, le déversement accidentel de matières organiques d'une betteraverie en amont de Meaux a provoqué la mort de milliers de poissons par manque d'oxygène», rappelle Jean-Pierre Aymié Pourtant, parce qu'il coule à flanc de coteaux, bien au-dessus du niveau de la Marne, le canal est relativement propre. Il récolte moins de pollutions - du genre eaux de pluies chargées en hydrocarbures, trop-pleins d'égouts après orage, ou rejets d'usines - que les rivières traditionnelles. «Reste que le canal transporte des micropolluants d'origine agricole. Comme partout, c'est une source de pollution croissante. Elle passe inaperçue parce que diffuse. Du coup, comme elle n'entraîne pas de mortalité massive et brutale, on ne mesure pas très bien son impact sur la vie piscicole», note Sylvain Cortade. Est-ce cela qui expliquerait la disparition du goujon, un petit poisson délicieux en friture ? A moins que ce ne soit l'urbanisation croissante des berges ?

Mais la qualité physico-chimique d'une eau ne signifie pas qu'elle est apte à accueillir la vie. Exemple l'eau bien propre du robinet n'est pas idéale pour un poisson ! Ainsi les rejets des cimenteries n'altèrent pas trop la qualité de l'eau. Pourtant, ils perturbent la vie des poissons et stérilisent les fonds où vivent des centaines d'animaux. Même vivant, le canal reste un milieu artificiel. Il le serait moins si les berges permettaient d'accueillir une plus grande variété floristique. Mais, comme le rappelle Jean-Louis Seeberger des canaux de la ville de Paris, «le canal est avant tout une autoroute fluviale sur laquelle transite en moyenne une quarantaine de bateaux par jour».

blent littéralement aspirés par le mortel escadron. «Le sandre, originaire des pays de l'Est, est moins exigeant que le brochet. Il y a un demi-siècle, il était inconnu dans le canal puisqu'il fait partie des espèces introduites volontairement», poursuit Sylvain Cortade. Des anguilles sillonnent aussi la voie d'eau ! Une surprise quand on sait que ce poisson vient de la mer des Sargasses en plein Océan Atlantique,



Équipé de ses appareils de mesure, Sylvain Cortade, garde-pêche, analyse l'eau. En cas de pollution, les prélèvements sont scellés et servent de pièces à conviction lors de l'enquête. D'autres analyses consistent à racler le fond d'un cours d'eau. Selon le nombre et la variété d'invertébrés présents - larves d'insectes, petits vers, mollusques - une note de 0 à 10 est attribuée au secteur.

et qu'il y retourne une dizaine d'années plus tard pour se reproduire.

Les dents du canal

Il y a aussi des non-prédateurs : des cyprinidés, comme des brèmes, et des chevesnes en quantité. Trop même, car ces poissons blancs, ainsi appelés à cause de la couleur de leurs écailles, qui se nourrissent de planctons végétaux, de larves, d'asticots et d'autres invertébrés, grossissent vite. Quand ils atteignent plusieurs kilos, ils n'ont plus de prédateurs. Pas même le pêcheur qui aujourd'hui boude ses arêtes et sa chair un peu fade. Alors il les rejette à l'eau. Pour réguler les espèces, l'Association a donc introduit il y a deux ans, comme dans d'autres rivières de France, une vingtaine de silures. Des superchasseurs venus du Danube. Dans la Saône où ils mesurent jusqu'à 2 mètres et pèsent une cinquantaine de kilos, on racontait il y a quelques années, qu'ils croquaient même les teckels ! En vérité, selon le garde-pêche, il n'y a pas de quoi s'inquiéter. Au pire, ils avalent un caneton de temps en temps... mais le brochet aussi !

En 1990, lors de la vidange du canal Saint-Denis qui communique avec celui de l'Ourcq, on a dénombré près de huit tonnes de poissons. Au cours d'une pêche électrique pratiquée par des spécialistes, les poissons sont

comptés puis relâchés. En plus de ceux déjà cités, quelques truites (mais si !), des perches, des rotengles, des carpes bien sûr, des poissons-chats et des gardons, poissons de base du canal, garde-manger traditionnel des prédateurs et appât vivant préféré des pêcheurs appelé «vif». «Je les pêche avant l'hiver, dit Michel Monvoisin. Je les garde chez moi dans un aquarium et je renouvelle régulièrement leur eau de canal ! Dès le printemps, je pêche avec des lombrics.»

Les poissons du canal sont-ils bons ? Jean-Pierre Aynié, responsable de la Gaule pantinoise, une association de pêcheurs de compétition, dit qu'il ne mange jamais ses prises comme beaucoup de pêcheurs. Parce que ce n'est pas le but ! «On les rejette en faisant attention de ne pas trop les blesser avec l'hameçon. Si bien que parfois on arrive à reconnaître nos poissons quand on les reprend une seconde fois !» D'autres, comme Claude Bentayou, qui vend du matériel de pêche à Noisy, ajoutent dégoutés qu'ils ont parfois un «goût de vase, voire d'hydrocarbures !». En fait, ce goût de vase n'est pas dû à la pollution, mais plutôt aux microalgues dont se nourrissent certains poissons. Après un jeûne dans la baignoire, ils le perdent vite !

Tout ce beau monde cohabite avec des écrevisses américaines. *Orconectes limosus*, l'écrevisse noire importée d'Amérique au début du



En avril, passée la période de reproduction, les carnassiers - brochets (4), silures, anguilles, mais surtout perches (1) et sandres plus abondants dans le canal - ont faim et guettent leurs congénaires. Les brèmes (2) et les tanches (3) préfèrent le plancton et les larves d'insectes. Le pêcheur, lui, même s'il ne les mange pas, les aime tous. photos 1 2 3 : agence Nature, photo 4 : H. Carmié CSP

siècle, avec son virus, qui a terrassé la française au pied rouge et que regrettent encore les vieux Pantinois qui l'ont pêchée dans leur jeune temps. On la capture avec des paniers spéciaux garnis d'abats ou avec un genre de grossiers balais branchus auxquels on accroche des morceaux de viande. Les goulues accourent et s'agrippent. Il ne reste plus qu'à remonter le balai. Mais l'américaine met plusieurs années avant d'atteindre une dizaine de centimètres et donc avant de nous régaler les papilles.

Les écrevisses vous serrent la pince !

L'écosystème de notre canal serait incomplet si on oubliait les sangsues et les moules, plus petites que leurs congénères maritimes, qui colonisent les écluses et les parois du cours d'eau. Inmangeables car toutes petites et, comme tous les mollusques qui filtrent l'eau pour se nourrir, elles fixent dans leur organisme des polluants comme des métaux lourds (zinc,

plomb, mercure...). Restent enfin les invertébrés, larves d'insectes en tout genre, et les gammarus, sorte de petites crevettes qui peuplent la vase, les cailloux, les tessons de bouteille, sédiments naturels venus de l'amont, et sable perdu par les péniches au fond, à 3,50m. «Les berges sont des parois verticales faites de planches métalliques ou de pierres meulières. Le fond plat est un lit d'argile», précise Jean-Louis Seeberger, ingénieur, responsable de la partie grand gabarit du canal. Il rappelle que celui-ci naît dans la rivière Ourcq dans l'Aisne. «Au départ, il emprunte le lit naturel de la rivière, puis il détourne la plus grosse partie de ses eaux sur une centaine de kilomètres à flancs de coteaux, telle une rivière suspendue, jusqu'au bassin de La Villette, la section qui s'étend de La Villette à Jaurès.» Certains poissons qui se baladent à Pantin viennent donc de loin ! Et en ce mois d'avril, si vous êtes patient, peut-être verrez-vous un sandre, affamé après deux mois d'amours et d'errances, brouter les mousses aquatiques qui tapissent les parois du canal...

Pour ceux qui veulent mordre à la pêche

Pour avoir le droit de pêcher à la ligne, il faut un permis et s'acquitter d'une taxe de 323 francs auprès d'une association de pêche agréée. Mineurs de moins de 16 ans et militaires effectuant leur service sont dispensés de la taxe s'ils pêchent avec une seule ligne et deux hameçons simples. Pour l'équipement d'un débutant, comptez environ 200 francs pour un adulte, 150 francs pour un enfant. Signalons enfin à Pantin une association qui compte une trentaine de pêcheurs de compétition : la Gaule pantinoise. Son siège et son lieu de rendez-vous sont fixés au café Le Balto sur l'avenue Jean-Lolive. Pour en savoir plus : Fédération des associations pour la pêche et la protection des milieux aquatiques de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne, 83, rue Léon-Frot, 75001 Paris, tél. : 43.48.36.34.

La Moderne

- Béton armé
- Pavage
- Voirie
- Assainissement
- Aménagements urbains

Siège Social :
169, Avenue Henri RAVERA 92220 BAGNEUX
Tél. : (1) 46.56.16.04 Fax : (1) 46.56.90.31

MISSENARD
QUINT
ENTREPRISE

ENVIRONNEMENT CLIMATIQUE



LA TRADITION, LA QUALITE, LES DELAIS
LE SAVOIR-FAIRE CLIMATIQUE

L'art et La Matière



36, avenue de la République
B.P. 525
92005 NANTERRE CEDEX
Tél. : (1) 47 25 13 57 - Fax : (1) 46 95 08 64

Ville et police, partenaires pour la sécurité

En février dernier, la municipalité a signé avec la préfecture un plan local de sécurité qui permettra de renforcer l'ilotage.

Bertrand Kern, auteur du plan, conseiller municipal délégué à la prévention de la délinquance, et le préfet Jean-Pierre Duport commentent les apports de ce premier partenariat entre la ville et les forces de l'ordre.



Les policiers auxiliaires prêtent main forte à la police pour l'ilotage

Pourquoi ce plan local de sécurité ?

Bertrand Kern : Cette mesure a été mise en place en 1992 par Paul Quilès. Son idée était que les villes et la police puissent «coproduire» de la sécurité. La police, en prenant en charge la dissuasion et la répression, les collectivités, en assumant la prévention et l'insertion. Or, les commissariats s'occupent de différentes tâches qui ne relèvent pas de la sécurité au sens strict. Pour leur permettre une présence accrue sur le terrain, la mairie déchargera dès septembre le commissariat de Pantin de la gestion des cartes d'identité, des passeports, des épaves de voiture et des autorisations de sortie du territoire. C'est un transfert classique qui s'est fait dans beaucoup d'autres villes, souvent depuis plusieurs années. Nous rattrapons donc notre retard, mais nous voulons aller plus loin encore. Nous créons un corps de 18 gardes urbains et allons accueillir de nouveaux policiers auxiliaires. Ils sont 7 actuellement et l'État s'est engagé à en affecter 12 en tout.

Que va faire la ville dans le domaine de la prévention ?

B. K. : En collaboration avec le département et le club de prévention d'Aubervilliers, nous allons recruter des éducateurs de rue pour les Courtilières, sur la demande des habitants dans le cadre du projet de quartier. A la différence de l'animateur, l'éducateur de rue doit se fondre avec les jeunes, et agir pour qu'ils se responsabilisent et s'impliquent dans des projets de la vie culturelle et associative. Il évite que les jeunes ne se retournent vers la drogue ou l'alcool. Le résultat dépend beaucoup de l'éducateur. Nous ferons le bilan de cette expérience dans un an et nous verrons si elle mérite d'être étendue aux Quatre-Chemins.

Vous allez également recruter 18 gardes urbains en septembre. S'agit-il d'une police municipale ?

B. K. : Absolument pas ! Le garde urbain, c'est le garde champêtre de la ville. Il est en uniforme, il se déplace en Mobylette, et il n'est pas armé. Son rôle est essentiellement dissuasif, et il sera formé en collaboration avec la police.

Nous ne créons pas de poste, il s'agit uniquement d'une réorganisation des services municipaux. 8 d'entre eux sont d'anciens gardes de square. L'essentiel de la délinquance à Pantin est de la petite délinquance : cambriolages, vols à la roulotte, vols de voiture et dégradation. Tous ces actes ne relèvent pas de la brigade criminelle et nous sommes persuadés que la présence de gardes urbains peut fortement les faire diminuer. Si ça allait plus loin, les gardes ont leur talkie-walkie pour faire appel à la police.

Allez-vous également réactiver le conseil communal de prévention de la délinquance ?

B. K. : Oui. Cette structure était en panne. Elle est composée de représentants de tous les intervenants dans le domaine de la prévention et nous avons décidé de la relancer en créant une commission permanente qui se rendra dans les quartiers à la rencontre de tous les acteurs de la vie locale et qui prendra en compte en particulier les problèmes liés à la drogue et au sida.

Quel est l'intérêt principal d'ouvrir une permanence du commissariat trois demi-journées par semaine aux Courtilières ?

Jean-Pierre Duport : Nous évaluerons cette expérience avec la pratique. Je pense que les habitants de ce quartier très isolé avaient besoin d'une présence policière sans avoir à traverser Pantin et Aubervilliers pour faire valoir leurs problèmes. C'est un point psychologique essentiel.

Est-ce que cette initiative préfigure un commissariat permanent ?

J.-P. D. : Je crois qu'il faut gérer au mieux les moyens qui sont les nôtres, et le plus efficace n'est pas de multiplier les lieux d'implantation mais de bénéficier d'un lieu central fort. Trois personnes mobilisées dans un commissariat, ce sont trois personnes en moins sur le terrain. La brigade de gendarmerie de Pantin va-t-elle être maintenue ?

J.-P. D. : Sur ce dossier, j'ai en fait la même attitude que vis-à-vis du commissariat. Je ne suis pas favorable à la multiplication d'implantations de lieux fixes qui nécessitent deux

Le renfort des policiers auxiliaires

Ils sont 7 actuellement et ils devraient être 12 d'ici la fin de l'année. Leur venue a fait passer les effectifs du commissariat à 123. Les «policiers auxiliaires», «p a» pour les familiers, se reconnaissent à leurs épaulettes vertes. Plutôt que de faire leur service à l'armée, ils ont choisi la police. C'est le cas de Christophe Drouet, de Marc Jouanjan, et de Stéphane Naudé.

Leur but ? «Faire respecter l'ordre sous toutes ses formes, même si c'est à un petit niveau.» Hébergés par la mairie dans un quatre pièces de l'office HLM, rue Auger, ils prennent leur repas à la maison de retraite et s'occupent souvent des points école quand ils ne font pas de l'ilotage ou des rondes. Formés au préalable pendant deux mois, ils sont armés, mais toujours accompagnés d'un fonctionnaire de police. Apprécies de leurs collègues, ils ont presque tous l'intention de rentrer dans les forces de l'ordre une fois leur service terminé. En attendant, ils se familiarisent avec le métier pour une solde de 750 francs par mois... «On a l'impression d'être plus utiles que dans une caserne quelconque», explique Marc, ravi du «contact avec le public».

gendarmes à temps plein pour garder les lieux...

Ce plan est-il un grand pas en avant ?

B. K. : C'est un pas important, mais il ne s'agit que d'un début. Il nous reste encore un travail de réflexion et de concertation à entreprendre avec la population, les associations et les commerçants, les organismes de logement.

J.-P. D. : S'il y avait une solution miracle, nous serions heureux de la trouver, mais nous progressons... Les petits ruisseaux font les grandes rivières ! L. D.

RONGEURS

Dératisation

Du 25 avril au 7 mai 1994, la ville lance la campagne annuelle de dératisation générale. Quatre techniciens du service communal d'hygiène et de santé déposent des produits raticides dans les caves d'habitations où ils ont accès. Dans le cas contraire, ils invitent les propriétaires à venir en chercher à la mairie au service municipal concerné qui rappelle que cette campagne contre les rongeurs est nécessaire et obligatoire.

Service communal d'hygiène et de santé
84-88, avenue du Général-Leclerc. Tél. : 49.15.40.90.

RECENCEMENT

Conscrit

Les jeunes gens nés en janvier, février ou mars 1977, doivent se présenter ce mois-ci au service population à la mairie ou dans les antennes de quartier, munis d'une pièce d'identité et d'un livret de famille. Pour obtenir un report d'incorporation, un certificat de scolarité est exigé.

Service population
tél. : 49.15.41.10.

VOYAGE

Des fleurs et... la mer

Marguerite Blin, présidente de l'association Pantin ville verte, ville fleurie, va emmener ses adhérents à Varengeville-sur-Mer, en Seine-Maritime, pour y découvrir le parc floral des Moutiers, à quelques kilomètres de Dieppe, le samedi 28 mai.

Inscription avant le dimanche 24 avril, participation aux frais 250 francs. L'association Pantin ville verte, ville fleurie est à votre disposition au 3, rue des Grilles.

En direct

AVEC JACQUES ISABET, maire de Pantin



Drogue : un gros travail de prévention

Le département de la Seine-Saint-Denis est un des plus touchés par la drogue. Comment lutter contre ce fléau ?

Je pense qu'on peut difficilement dissocier le trafic et la consommation de la drogue de la situation économique et sociale. Les centaines de jeunes sans emploi, sans aucune occupation, sans perspective, sont des proies faciles pour les trafiquants... Le point de départ est là : si les jeunes au sortir de l'école avaient un travail rémunéré normalement, ils pourraient tout simplement s'offrir les loisirs qu'ils souhaitent et ne toucheraient plus à la drogue...

Le phénomène est aussi aggravé par l'aspect très lucratif du trafic. Comment peut-on le combattre ?

La police doit jouer son rôle répressif et nous devons nous montrer sans indulgence avec les dealers, mais il y a aussi un gros travail de prévention à effectuer pour mettre en garde les victimes potentielles...

Vous avez signé avec la préfecture un plan local de sécurité*. Est-ce qu'il entraînera un réel recul de la délinquance ?

Je l'ai signé dans cette perspective, il contient beaucoup de mesures de prévention et de répression. Je trouve intéressant qu'il associe l'État et la ville, mais il fait également appel à d'autres partenaires, notamment aux propriétaires des groupes d'habitation et aux responsables du centre commercial qui seront sollicités pour la formation d'un corps de gardes urbains... Ce plan peut créer une dynamique, il nous amènera à discuter régulièrement avec l'État, les directeurs d'écoles, les animateurs, les gardiens d'immeubles...

“Le plan local de sécurité peut créer une dynamique”



Signature du plan local de sécurité avec le préfet

Ce mois-ci, nous fêtons le cinquantième anniversaire de l'ordonnance signée par le général de Gaulle qui accorde le droit de vote aux femmes. Selon vous, qu'est-ce qu'elles apportent à la politique ?

Leur sensibilité et leur expérience comme tous les citoyens ! Je trouve effarant de penser qu'il y a cinquante ans, les femmes n'avaient pas le droit de vote, et qu'il ait fallu attendre cent cinquante ans après la Révolution pour qu'elles l'obtiennent... Il est déplorable que deux siècles après la Révolution, il y ait toujours si peu de femmes qui accèdent à des postes de responsabilité publique et qu'elles ne soient que 5 % au Parlement... A Pantin, nous avons un quart de femmes au conseil municipal, et je m'en réjouis, mais nous sommes encore loin du compte... Lorsque l'on considère le rôle des femmes dans les associations de parents d'élèves, on ne comprend pas qu'elles n'accèdent pas plus à des postes de conseillères générales, de maires, ou de députés...

Nous ne pouvons pas parler d'épanouissement de la démocratie dans des conditions pareilles...

Propos recueillis par Laura Dejardin

* voir page 10

Le 12 à Pantin

Les renseignements téléphoniques, le fameux 12, installés à Pantin depuis douze ans, devraient être totalement «délocalisés» en province à la fin de l'année. Des voix au 12 demandent à France Télécom de ne pas raccrocher.



France Télécom, bonjour...» Béatrice Perin, employée du centre de renseignements téléphoniques (CRT) écoute attentivement la question de son interlocuteur. «Vous voulez la mairie ou les services techniques de la commune pour votre problème de voirie ?» Elle pianote les données sur son clavier d'ordinateur et répond. Depuis douze ans au 12, Béatrice Perin aurait pu se contenter de donner le numéro de téléphone de l'hôtel de ville. Mais comme elle connaît Pantin, elle est plus informative dans sa réponse et précise que la mairie vient de déménager. «Le service public au plus près des gens...», dit-elle avec un sourire. Installés au centre principal d'exploitation de France Télécom, le CPE, 233, avenue Jean-Lolive, les quarante-huit opérateurs se relaient tous les jours de la semaine, en trois équipes, de 8 à 18 heures. Aujourd'hui, ils comptabilisent 6 000 appels par jour pour 194 000 abonnés de la Seine-Saint-Denis reliés à Pantin lorsqu'ils appellent le 12. De 18 heures au lendemain 8 heures, les lignes sont trans-

férées au CPE du Raincy. «Il y a des appels sympas, commente Béatrice avec sa collègue Brigitte Lecronier. Début janvier, beaucoup nous ont présenté leurs vœux. Le vendredi, souvent, on nous souhaite un bon week-end.» Mais les «grincheux», comme elles les appellent, font aussi partie du public qu'elles renseignent. «S'ils ne disent pas bonjour, on est moins aimable.» Jusqu'en juin dernier, soixante opérateurs titulaires travaillaient au 12 pour 335 000 abonnés du département. En tout près de 12 000 appels quotidiens. Depuis, la délocalisation a été entamée par France Télécom. «Nous voulons permettre au personnel originaire de la province d'y retourner», explique Michel Boucheron, cadre de la société et chargé de coordonner l'aspect technique du déménagement vers Besançon et Quimper. «En même temps que les personnels quittent Pantin, nous déménageons le matériel.» De quatre salles, le CRT a été réduit à deux. Bientôt à une seule. «Les renseignements téléphoniques vont disparaître de Pantin à la fin de l'année», annonce France Télécom. Le

CPE du Raincy partagera une partie du relais avec la province. Ce qui ne fait pas l'affaire de tous les opérateurs. «J'ai quitté la Bretagne pour m'installer en région parisienne, raconte Béatrice. Je n'ai pas envie de partir. Mes enfants sont nés ici, j'y ai fait ma vie.» Et puis, l'opératrice connaît bien Pantin, Bobigny et les environs. «Ça aide les gens, on comprend mieux ce qu'ils nous demandent. Donc, on peut mieux les renseigner.» Logique. Pour combler les départs, dix l'an passé, France Télécom a fait appel à trente et un CES, des contrats emploi-solidarité à mi-temps, payés la moitié du Smic, comme Josette Unnas, 35 ans, deux enfants, au chômage avant son embauche provisoire d'un an à France Télécom. «Le boulot, c'est pas mal, mais ça ne dure pas longtemps. Après, il faudra retourner à la pêche aux emplois.» Leur formation n'a duré que trois demi-journées. Béatrice se rappelle sa semaine complète et les cours qui ont suivi. «Nous avons l'expérience et la compétence au service du public. Ce savoir-faire, la délocalisation va le faire disparaître.»

Sorties de printemps

Le centre communal d'action sociale (CCAS) propose aux retraités d'aller à la chasse aux papillons, dans la serre aménagée de La Queue-en-Yvelines, le **mardi 5 avril**. Une invitation à la danse leur est offerte le **mardi 12** à la salle Jacques-Brel avec l'orchestre Diapason. La forêt de Saint-Martin-du-Tertre les attend le **mardi 19**. Et ils se prendront pour des géants le **mardi 26 avril** le temps d'une visite de la France miniature, dans les Yvelines. Enfin, trois autres sorties sont prévues : le **jeudi 28 avril** dans la baie de la Somme, le lendemain le **vendredi 29**, spectacle *Soleil d'automne* à la salle Jacques-Brel ou encore au théâtre Déjazet pour *La Valse royale*, le **jeudi 5 mai**.

La Brie, ce n'est pas seulement du fromage. Visite, le **jeudi 19 mai** du Fief des Époisses, château du XVI^e siècle, dont le bourg a donné son nom à un fromage à pâte molle réputé. Il s'agit une découverte de la vie et de l'architecture de la Brie médiévale. Le déjeuner sera pris dans la ferme-auberge pour savourer une spécialité.

Week-end à Saumur

Le syndicat d'initiative-office de tourisme (Siot) de Pantin organise pour le week-end de la Pentecôte un voyage à Saumur et dans ses environs du **21 au 23 mai**. Voyage le matin du samedi 21 de Pantin à la sous-préfecture du Maine-et-Loire. L'après-midi est constitué de la visite du moulin de la Herpinière, à Turquant, et de la champignonnière du Saut-aux-Loups à Montsoreau, enfin de l'abbaye royale de

L'après-midi conduira les Pantinois à rencontrer une agricultrice qui a choisi d'élever des autruches en France. Les petits naissent à la ferme et les œufs servent à confectionner de véritables œuvres d'art. Cette exploitante ne se limite pas à ces oiseaux rares, puisqu'elle cultive aussi le safran. Prix : 210 francs. Renseignements et inscriptions auprès du **CCAS, 84-88, avenue du Général-Leclerc**.

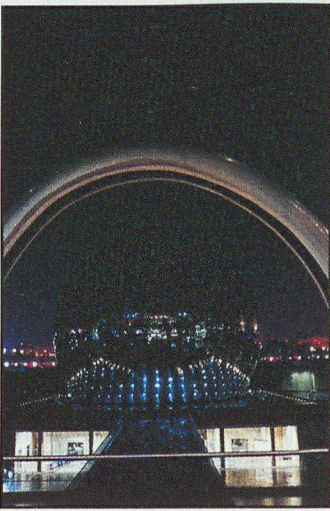
Le bon départ

La Foire de Paris, qui a lieu du **30 avril au 12 mai**, présente un espace «Retraite» destiné à apporter des réponses claires aux questions légitimes que se posent tous les retraités et les futurs retraités sur leur retraite de base ou complémentaire. «Chaque visiteur recevra une information fiable, immédiate et gratuite», assurent les différents organismes, tels que l'Agirc, l'Arrco, la Cancava, et la Mutualité agricole, promoteurs du projet. Espace retraite à la **Foire de Paris**, hall 4, Parc des expositions de la porte de Versailles, boulevard Lefebvre, Paris, ouvert de **10 à 19 heures**, nocturne les 3, 6 et 10 mai jusqu'à 22 heures.

Coupable, la science ?

La **Cité des sciences** présente un colloque les **27 et 28 avril** sous l'intitulé : «Les paradoxes de l'environnement, responsabilité des scientifiques, pouvoir des citoyens», à partir de **19 heures** à la salle Gaston-Berger. Ce débat s'inscrit dans la série «Science et société», organisée en soirée pour le grand public avec la collaboration du journal *le Monde*.

La question de l'environnement s'est imposée depuis vingt ans à la conscience des citoyens et de leurs représentants, comme en réclamant des mesures pratiques d'urgence. L'invention et l'application de ces mesures semblent devoir décider de l'avenir de la planète à une échéance si courte qu'elle suscite l'angoisse. La science peut-elle être tenue pour responsable des dégradations du milieu naturel de la vie humaine ? Faute d'être en mesure d'appréhender les tenants et aboutissants de ce débat, les citoyens se partagent entre ceux qui se résignent, ceux qui se révoltent, et ceux qui cèdent à la tentation mystique. L'accès à ce colloque est entièrement libre, il suffit pour cela de s'inscrire en téléphonant au **40.05.72.99**.



Coup de Chapeau

AUX BASKETTEURS du CMS

Notre «Dream Team»



Qualifiée pour les huitièmes de finale de la coupe de France amateur ! Décidement, l'équipe de basket du cercle municipal des sports n'en finit plus d'édifier son tout jeune palmarès. Vainqueurs samedi 5 mars des Normands du collège d'enseignement professionnel Saint-Nicolas 75-92, en match comptant pour les seizièmes de finale de cette compétition nationale, les joueurs pantinois continuent de smasher sur un nuage. «Gagner fait plaisir évidemment, reconnaît l'entraîneur Bassirou Dime, mais c'est surtout de voir le groupe évoluer d'une manière aussi soudée qui est satisfaisant.» De l'enthousiasme, du plaisir, une pichenette de discipline, le tout lié par une bonne dose de travail, l'équipe de basket du cercle municipal des sports de Pantin a su se concocter une recette simple mais efficace pour avaler les succès. Jeune, la plupart des joueurs ont entre 17 et 19 ans, l'équipe est le reflet d'une population adolescente classique de nos banlieues. Larbi Kaddouri, 17 ans, est le meneur de jeu de la formation. Lycéen, il est en terminale au lycée Marcelin-Berthelot à Pantin. «On est des mordus. Nous nous entraînons

quatre fois par semaine alors, évidemment, parfois l'école, c'est difficile.» Pas vraiment passionné de sports, Larbi a découvert le basket par hasard avec l'un de ses copains, depuis il y consacre tout son temps libre. «Le week-end avec les potes de l'équipe on va jouer sur les playgrounds, Porte de Pantin, ça décoiffe !» Forte impression, surtout lorsque le groupe emmène sur les terrains de proximité Femi Okun-Rinyo, le Nigérien du cercle qui, du haut, de ses 2,3 m, règne sous les panneaux. Femi, 20 ans, lui, rêve de jouer aux États-Unis. Arrivé à Pantin cet été, il plonge dans ses livres de français dès qu'il lâche le ballon.

«Notre secret, c'est le travail et l'ambiance géniale du groupe. Nous sommes vraiment une bande de copains, c'est vrai que nous ne sortons pas ensemble hors basket, mais comme toutes nos sorties sont réservées aux matchs...», commente Daniel Sermeus, joueur prometteur de 17 ans venu au basket car ses parents jugeaient le football trop risqué. Lui aussi tente de mettre études et sports dans le même panier. «Je sais que le basket ne sera pas éternel, alors je suis des cours en 1^{re} F2 au lycée technique Diderot à Paris pour préparer, j'espère, un IUT et pourquoi pas devenir ensuite ingénieur», continue Daniel. Basket et travail scolaire, c'est le menu quotidien de ces champions. «On n'a pas le temps de faire autre chose, explique Daniel, et puis même en vacances on se retrouve toujours avec un ballon à la main, alors...»

F. V.

“L'ambiance géniale du groupe”

Suspense à Verpantin

Fermé depuis le 5 janvier, l'espace de l'ancien Monoprix, au sein du centre commercial Verpantin, devrait retrouver une activité d'ici la fin du mois, au plus tard début mai. Repris par le Centre Leclerc, il proposera notamment une boutique son et télévision, des accessoires auto, de l'électroménager et une bagagerie. Une librairie importante ouvrira dans l'hypermarché.

Depuis la fermeture brutale du Monoprix, c'est le suspense. Les habitués de Verpantin trouvent tous les jours un sinistre rideau de fer baissé à toute heure, ce qui n'est pas pour réjouir les commerçants de la galerie marchande. «Je souhaite que Leclerc ouvre les portes de son nouveau magasin le plus vite possible», confie Didier Zerbib, président de l'association des commerçants qui regroupe les quarante boutiques de la galerie marchande. Les magasins fêtent justement les cinq ans d'existence du centre ce mois-ci et aimeraient profiter de cet événement pour coupler la promotion de cet anniversaire et l'inauguration du nouvel espace commercial qui représente 1 500 m². Tout en étant contraint à la discrétion pour réserver un «effet de surprise», Serge Criscolo, le directeur du Centre Leclerc, ne cache pas ses intentions. «Nous avons repris le fonds de commerce de Monoprix de manière à pouvoir être plus présents sur le site, au lieu d'être un hypermarché de proximité et de dépannage. Nous allons remodeler l'ensemble des rayons de manière à proposer à notre clientèle tout ce qu'elle est obligée de chercher ailleurs, parce qu'elle ne le trouve pas actuellement sur place.» La «locomotive» du nouvel espace sera une boutique de

160 m² avec un choix de 20 à 30 modèles de télévision, autant de magnétoscopes, et 600 à 1 000 titres vidéo et laser. Serge Criscolo reconnaît que sur ce terrain il concurrence en partie le magasin de disques Madison, implanté dans le centre depuis sa création, mais le directeur n'a pas d'états d'âme : «Il y a une demande des consommateurs qui n'est pas remplie actuellement. J'ai une enseigne forte et nous sommes tout à fait capables de faire ce type d'activités.» Une autre innovation que le directeur compte apporter est une «vraie librairie» de 80 à 100 m². Elle demeurera cependant dans le centre actuel qui bénéficiera en surface du transfert d'activités, comme le rayon auto ou l'actuel espace son. Dans l'ancien Monoprix, les clients devraient aussi trouver des produits électroménagers, «petits et moyens», et des produits «saisonniers» qui correspondent aux campagnes nationales de Leclerc : blanc en hiver, jardinage au printemps, valises avant l'été... Quant au rayon sport, une demande forte aussi bien de la part des consommateurs que de l'association des commerçants, Serge Criscolo n'a pas encore décidé de l'importance qu'il comptait lui accorder. En tout état de cause, il ne sera pas la spécialité dominante du nouvel espace...



Serge Criscolo, directeur du Centre Leclerc : «Notre clientèle trouvera tout ce qu'elle est obligée de chercher ailleurs»



Didier Zerbib, président de l'association des commerçants : «Nous souhaitons que le nouveau magasin de Leclerc mène des activités complémentaires»



Pierre Morel, concepteur et gestionnaire du centre commercial : «La fermeture du Monoprix est une chance pour Verpantin»

Cinq ans après sa création, quel bilan tirer de l'évolution du centre Verpantin ? Le directeur du Centre Leclerc ne cache pas sa satisfaction, même s'il reconnaît avoir rencontré un certain nombre de contraintes structurelles du fait que sa société se soit installée après que les plans avaient été établis. En effet, à la place où se trouve actuellement l'hypermarché, devait se trouver un super M : «Au moment où nous avons commencé à construire Verpantin, la grande distribution était en pleine effervescence et nous avons vu apparaître le projet de deux centres commerciaux, à Bagnolet et Montreuil», se souvient Pierre Morel, P-DG de Sogetex, concepteur et gestionnaire du centre commercial. Ce dernier a fortement pesé sur la décision de faire venir Leclerc. «Avec le super M, explique-t-il, nous allons inaugurer un centre mort-né, la concurrence étant trop forte. J'ai donc convaincu Monoprix de louer la surface qui lui était attribuée au groupe Leclerc qui était capable de

faire face à Carrefour et à Auchan, et de ne conserver que la moyenne surface.» Selon le P-DG, en 1992, Monoprix et Leclerc affichaient un chiffre d'affaires global de 350 millions de francs, et les boutiques de la galerie marchande totalisaient 100 millions de francs. En 1993, les 500 millions de francs étaient atteints. Une étude effectuée il y a deux ans montre que la clientèle de Verpantin est plutôt jeune (42 % entre 20 ans et 29 ans) et plutôt féminine (67 %). Elle proviendrait pour sa grande majorité de Pantin (65 %) tandis que 13 % viendraient de Paris, le reste se déplaçant des villes avoisinantes. Pour Pierre Morel, «la fermeture du Monoprix est une chance pour Verpantin». Selon lui, la vente du fonds de commerce du grand magasin est essentiellement stratégique, le groupe, filiale des Galeries Lafayette, ayant lourdement investi dans la récente prise de contrôle des Nouvelles Galeries. Le président de

Sogetex estime également que les rayons Monoprix «faisaient parfois double emploi avec l'offre multiple de commerçants spécialisés, tels que Blanc Bleu, Kookai, Tony Boy, Décibel, Féline, ou Comme des Anges, qui satisfaisaient pleinement la clientèle.» Le président de Sogetex assure que Leclerc ne «phagocytera pas» le centre commercial. En effet, l'hypermarché a déjà acquis les fonds de commerce de La Grignote et du magasin de fleurs appartenant à la grande surface. Pierre Morel rappelle que sa société a déjà exercé son droit de préemption sur Picpus qui avait fait une promesse de vente à l'hypermarché. Ce qui a permis au syndic, par un jeu de transferts, de laisser s'implanter une bijouterie fantaisie et Dany Parfums. Aujourd'hui, la Sogetex souhaite améliorer encore la diversité de la galerie marchande par la conversion à terme d'une ou deux boutiques textiles vers d'autres spécialités.

L. D.



Kookai : bilan satisfaisant

Pour Gérard et Danièle, gérants de la boutique depuis cinq ans, l'ouverture d'un magasin Leclerc-Loisirs à la place de Monoprix devrait augmenter et diversifier la clientèle du centre commercial. Qui s'habille chez Kookai ? «Des clientes qui recherchent le rapport qualité-prix, répond Gérard. Notre marque reflète l'image d'une mode abordable. D'ailleurs, pour la collection printemps-été, Kookai baisse ses prix de 20 à 30 % sans toucher à la qualité du produit afin d'obtenir un marché supplémentaire.» Les gérants affirment avoir un chiffre d'affaires

stable. «Il faut lutter contre les idées reçues, explique la jeune femme. Nous n'habillons pas que les femmes très jeunes et très minces. Nous allons jusqu'à 44 et avons pour fidèles clientes des personnes de 60 ans.» Sur les 60 m² de boutique, des vêtements à la fois très mode et très classiques attendent les coquettes. Cet été, pleins feux sur le naturel avec des matières adaptées telles que le lin ou le coton. Bilan satisfait des gérants après cinq ans d'activité : «Le centre est très bien placé, à la sortie du métro, il est encore appelé à se développer.»

ENQUÊTE

Les commerçants retrouvent le moral

Fidèle à son habitude, la Chambre de commerce publie son «baromètre des affaires» pour le commerce de détail en Seine-Saint-Denis. L'étude, réalisée en février dernier, auprès de 390 commerçants et prestataires de services, annonce «une timide perspective de sortie du marasme». Selon le service économie de la Chambre de commerce, «la cote de moral, bien que basse, a tendance à se relever, mais c'est surtout la cote météo qui démontre une vision plus positive de l'avenir. Selon les commerçants, la situation est très difficile mais devrait s'améliorer.

On note, ainsi, des perspectives moins mauvaises pour l'emploi dans les commerces et plus de projets d'investissement.» Conclusion du rapport : «Les commerçants et prestataires de services croient moins à une amélioration de la situation économique ou à l'efficacité des mesures gouvernementales qu'à leur capacité à réagir et à s'adapter aux nouvelles données du marché.» Pour obtenir les résultats complets de l'étude, contacter la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Tél. : 48.95.10.00.

Vos droits

PAR DIDIER SEBAN, avocat



Le contrat de travail dans le privé

C'est la convention par laquelle vous vous engagez en tant que salarié à mettre votre activité à la disposition de l'employeur. Vous êtes donc sous sa subordination, moyennant une rémunération. Il existe de nombreuses formes de contrats de travail, les deux principales sont : à durée déterminée (contrats d'apprentissage, à temps partiel, emploi et solidarité, etc.), ou indéterminée. La conclusion de l'engagement suppose toujours un consentement des parties, une capacité de contracter, un objet et une cause licite.

Le contrat de travail à durée déterminée doit obligatoirement faire l'objet d'une convention écrite. A durée indéterminée, il n'est soumis à aucune forme particulière, il peut être écrit ou simplement verbal.

En l'absence de tout acte rédigé, l'existence du contrat de travail peut se prouver par simple témoignage ou présomption, par la remise des bulletins de paie ou par la présentation de documents attestant le paiement des cotisations à la Sécurité sociale, etc. Le contrat à durée déterminée est conclu pour un temps limité fixé à l'avance. Par exemple, le remplacement d'un salarié pour congé de maternité, maladie ou pour des travaux saisonniers. La durée maximale, compte tenu de son renouvellement, doit être fixée à vingt-quatre mois. Le contrat conclu de date à date peut être renouvelé deux fois. Selon le cas, il prend fin par le retour du salarié ou la fin des travaux saisonniers.

Le contrat de travail à durée déterminée doit toujours comporter un certain nombre de précisions, la durée envisagée, la date d'engagement, les fonctions, les classifications, les coefficients hiérarchiques, les horaires, le lieu d'exercice, le montant de la rémunération, la période d'essai, la durée des congés payés, les clauses spécifiques (notamment l'utilisation d'un véhicule de société, ou la mise à disposition d'un logement). On doit aussi y trouver le rattachement à une convention collective, quand elle existe. En ce qui concerne la période d'essai, elle varie selon la convention collective, la branche professionnelle ou les usages. Tous les litiges relatifs au contrat de travail passé entre les personnes privées relèvent en principe du conseil de prud'hommes.

Propos recueillis par Pierre Gernez

PROPRETÉ

Propreté au quotidien

Fin 1993, un incendie a ravagé le parc de stationnement souterrain du centre technique municipal, rue Cartier-Bresson, endommageant les locaux et plusieurs véhicules. Quatre engins de nettoyage des rues

et trottoirs (deux petites laveuses et deux véhicules utilitaires électriques) ont été totalement détruits. Une autre petite laveuse, touchée par les flammes, est toujours en réparation. Les élus ont donc décidé de remplacer le maté-

riel endommagé pour assurer le service quotidien. Ainsi, une petite laveuse, une aspiratrice compacte et deux engins utilitaires électriques ont été commandés ce mois-ci. Une aspiratrice, âgée de plus de 10 ans, devrait également être remplacée, après le vote du conseil municipal, par une autre au prix de 1 100 000 francs. La somme globale de cette dépense est estimée à 2 650 000 francs. L'État devrait débloquer une subvention de 15 000 francs par véhicule électrique à la commune. Quant à l'indemnisation de l'assurance, elle s'élève à 700 000 francs.

P. G.



Appel au civisme : Le service voirie-propreté fait appel au sens civique des Pantinois. «Nous déplorons, raconte Alain Machebœuf, qui dirige ce secteur, les dépôts sauvages d'ordures. Nous en dénombrons trente-deux réguliers.» Ce service rappelle que le ramassage des objets encombrants est assuré tous les mois, selon un calendrier précis des secteurs géographiques de la commune. On peut se le procurer au service voirie-propreté, 84-88, avenue du Général-Leclerc. Tél. : 49.15.41.77

HISTOIRE

Quatre siècles dans une mallette

Quatre cents ans de l'histoire du département de la Seine-Saint-Denis en sept cartes géographiques, voilà ce que contient la mallette que la mission archéologie du conseil général met à la disposition des élèves, de la 6^e à la 2^e. La plus vieille des cartes remonte le temps jusqu'à la fin du XVI^e siècle. Elle est accompagnée de fiches de questions à remplir par les enfants pour déve-

lopper leurs connaissances en géographie et en histoire départementales. Leur sens de l'observation et de la déduction est mis à profit. Double objectif de la mallette : initier les jeunes Séquano-Dionysiens à la cartographie et leur donner une vision plus globale de l'évolution géographique et historique du paysage de la Seine-Saint-Denis. Dupliquée en trois cents exemplaires, cette mal-

lette est envoyée à tous les centres de documentation et d'informations du département. Les professeurs pourront également l'utiliser. Enfin, les locaux de la mission archéologie viennent d'être rénovés. Une meilleure mise en valeur des vitrines et des panneaux qui évoquent l'histoire, permet d'accueillir le visiteur dans de meilleures conditions.

Mission archéologie du conseil général, 8, rue Franciade 93200 Saint-Denis. Tél. : 48.09.05.25.

SÉNÉGAL

Solidarité directe

L'Association des ressortissants du département de Vélingara (Sénégal) en France lance un appel à la solidarité. Son président, Djalo Yaya, demande aux Pantinois de bien vouloir apporter des médicaments, des livres, des cahiers d'écoliers et des crayons pour

venir en aide à ses adhérents en Afrique. Les dons doivent être déposés au **27 rue des Sept-Arpens**. Ils seront acheminés par camion jusqu'à ce village de la Casamance. **Tél. : 48.40.46.73 ou 43.02.98.45.**

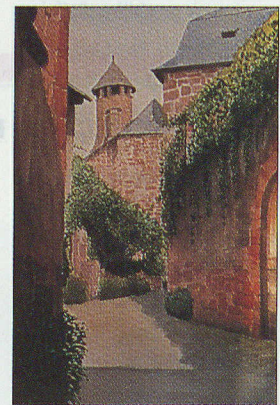
ÉTAT CIVIL

Pour des raisons techniques, nous sommes dans l'impossibilité de publier l'état civil ce mois-ci. Les avis couvrant les deux mois paraîtront dans le numéro de mai. Veuillez nous excuser de ce retard.

AQUARELLE

La Corrèze à Pantin

Christian Jousset présente une exposition d'aquarelles à l'encre de Chine et de peintures à l'huile, à la maison des associations. Ses œuvres, reconnues par les Amis des arts, représentent des paysages de la région du Bas-Limousin. Visages de la Corrèze, du **2 au 10 avril, 7, rue d'Estienne d'Orves**, tous les jours de **15 à 18 heures**, sauf le mardi.



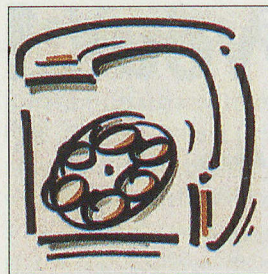
TIMBRES

Club philatélique

Le club philatélique de Pantin réunit chaque mois les collectionneurs de timbres le **premier vendredi** à partir de **19 heures** et le **troisième samedi** à partir de **10 heures**, dans la salle de la **Bourse du**

travail, au centre administratif, **1 à 7, rue Victor-Hugo**. L'accès à cet espace est possible par l'escalier extérieur. Pour de plus amples renseignements, contactez **Patrick Basquin au 42.87.38.84.**

PRATIQUE



Église de Tous-Saints
48.37.48.55
Protestant :
Église réformée de France
48.45.18.57
Israélite :
48.44.39.14

DIVERS :

MAIRIE : 49.15.40.00

DÉPANNAGE EAU :

49.15.28.00

DÉPANNAGE EDF :

48.91.02.22

DÉPANNAGE GDF :

48.91.76.22

MISSION LOCALE POUR

L'EMPLOI des 16-25 ans

28, avenue Édouard-Vaillant

48.43.55.02

CENTRE D'INFORMATION

ET D'ORIENTATION (CIO)

48.44.49.71

MÉTÉO : 36.65.02.93

PANTIN VILLE PROPRE :

Aidez-nous à entretenir

la ville

05.09.35.00 (N° vert)

PRÉFECTURE

48.95.60.00

SÉCURITÉ SOCIALE :

1, rue Victor-Hugo

48.44.44.97

64, rue Édouard-Renard

48.37.21.10

BUREAUX DE POSTE

Pantin-principal

94, avenue Jean-Lolive

48.45.07.50

Les Quatre-Chemins

64, avenue Édouard-Vaillant

48.43.02.04

Les Limites

188, avenue Jean-Lolive

48.44.92.15

TAXIS :

Église de Pantin

48.45.00.00

Porte des Lilas

42.02.71.40

Gare SNCF :

40.18.81.28 et 29

PERMANENCE JURIDIQUE :

Sur rendez-vous, vendredi de

17 h 30 à 19 heures, et samedi

de 9 h 30 à 11 heures.

49.15.40.00, poste 42.00

Santé

PAR VALÉRIE MICHEAU,
diététicienne,
ET SYLVIE BRETNER,
agent de prévention santé



Un petit déjeuner équilibré

La ville a mis en place une action de prévention sur l'hygiène alimentaire, programmée de novembre à mai et basée sur l'apprentissage de petits déjeuners équilibrés à l'aide de codes de couleurs. Valérie Micheau est intervenue dans les classes de CM1 et CM2, assistée de Sylvie Bretner du service communal d'hygiène et de santé.

Comment cela se passe-t-il sur le terrain ?

L'action se déroule en deux parties. Une partie pédagogique, où on retrace les groupes d'aliments identifiés chacun par une couleur. Par exemple, la couleur bleue signifie les produits laitiers. Parmi ces derniers, je demande aux enfants de citer tous ceux qu'ils connaissent et ce qu'ils apportent du point de vue nutritionnel ce type d'aliments. Je leur explique que dans un petit déjeuner équilibré toutes les couleurs doivent être présentes. On vérifie ensuite si, chez eux, toutes les couleurs sont présentes dans leur alimentation matinale. Il faut savoir que certains enfants ne prennent pas de petit déjeuner.

Pour quelle raison ?

Ils disent qu'ils n'ont pas faim. En les questionnant, on se rend compte qu'ils se couchent souvent très tard, ont du mal à se lever et n'ont pas le temps de manger. J'essaie donc de les convaincre de se coucher plus tôt. On parle ensuite de petits déjeuners qui leur plairaient. Il existe dans le commerce une gamme de produits assez variée pour que l'enfant y trouve son bonheur. De plus, les parents sont souvent très sensibles au discours des enfants. Ces derniers sont de très bons vecteurs en ce qui concerne la demande alimentaire.

La deuxième partie ?

On met les comestibles classés par groupes à la disposition des élèves et ils composent le petit déjeuner de leur choix. L'objectif est de leur faire réaliser un petit déjeuner équilibré, par exemple des céréales et du lait, une orange pressée, un chocolat au lait, chaud.

Propos recueillis par Anne-Marie Grandjean

Un concours sera mis en place pour bien motiver les enfants. Des prix et des récompenses seront distribués à tous les participants. Le 1^{er} prix : une journée au parc Astérix.

Le printemps est là, remuez-vous !

Courir, nager, se dépenser, se bouger, se remuer, bref, faire du sport, le programme est alléchant. Pourtant, attention, pas question de faire tout et n'importe quoi. Quelques conseils techniques et médicaux pour attaquer du bon pied les Foulées pantinoises et les 24 Heures nautiques.

Des rayons de soleil qui s'attardent, le jour qui s'accroche aux façades vitrées des immeubles, les pulls qui regagnent les placards et les petits oiseaux tout à coup plus bavards, le printemps est là. Inquiétude à l'idée d'enfiler le futur maillot de bain sur les plages estivales, besoin de brûler quelques calories

VOILE

Trophée des bahuts

Après le succès du 1^{er} Trophée des bahuts, l'association Promovoile 93, avec le concours du conseil général de Seine-Saint-Denis, annonce que la deuxième édition de cette épreuve réservée aux collégiens du département se déroulera au **Crouesty les 11 et 12 juin** prochains. Si vous êtes intéressés renseignez-vous auprès de votre collège, ou contactez **Promovoile 93. 162, rue des Cités. 93330 Aubervilliers.** Tél. : 48.33.76.25.



hivernales, de se dérouiller les articulations, des fourmis plein les jambes, vous vous surprenez à loucher sur vos baskets trop longtemps oubliées.

Petit footing ou deux ou trois longueurs de bassins à la piscine municipale ? A vous de choisir. Mais, pourquoi pas les deux ? En effet, dès le mois prochain, la ville de Pantin s'habille en sport. Certes, pas question de s'aligner au départ des 21 kilomètres du semi-marathon des Foulées pantinoises, dimanche 15 mai à 10 h 30 mais, pourquoi ne pas pointer un bout de short au départ des 5 km dès 9 h 30. Pour ceux qui préfèrent l'élément liquide aux rudesses du bitume, les 24 Heures nautiques les attendent, les 27 et 28 mai. Course et natation, deux événements accessibles à tous. «Il faut juste savoir nager 33 mètres», explique Jean Bellanger de la piscine Leclerc. Ces 7^{es} 24 Heures nautiques qui ont rassemblé plus de 1 700 nageurs l'année passée doivent être une fête où tous ceux qui ont envie de se faire plaisir en nageant un moment

sont les bienvenus. Certains peuvent aligner les longueurs pendant des heures, d'autres se contenter d'une petite série de brasses pépères, l'important est de redécouvrir la joie de l'eau. D'ailleurs, l'ambiance tout autour du bassin prouve à chaque fois que la piscine est vraiment un lieu idéal pour mêler sport et détente. Conjuguer sport et plaisir, sans doute la solution idéale pour retrouver petit à petit le goût de l'effort physique. Sans vouloir jouer les monsieur ou madame muscle, Stallone et autres gros bras leveurs de fonte, un peu d'entretien corporel ne peut nuire. Les sportifs de haut niveau passent des heures chaque jour à modeler et à perfectionner leur passion. Mais, point n'est besoin d'être champion pour apprécier le petit footing salutaire. Même si vous vous sentez rouillé, le moral et les muscles dans les chaussettes, lancez-vous, bien sûr, à votre rythme. «Les premiers conseils que je pourrai donner, développe le docteur Maire, médecin du sport au CMS, c'est de démarrer doucement. On ne peut obliger

une personne à consulter un docteur, mais si vous n'avez pas de problèmes cardiaques, de genoux, de dos, vous pouvez chauffer vos baskets. Il faudra juste faire attention. Si le moindre symptôme survient en courant ou après une course, comme par exemple une migraine, des éblouissements, des vertiges, des douleurs au cœur etc., là évidemment il faut aller voir un médecin. Je conseillerai juste au débutant de suivre une bonne hygiène de vie, diminution des cigarettes, de l'alcool, bien dormir, manger léger, grillade et légumes verts, en même temps qu'il mettra en pratique son activité. Toute de suite il se sentira mieux.



A noter

LES FOULÉES PANTINOISES : samedi 14 et dimanche 15 mai.

LES 24 HEURES NAUTIQUES : à la piscine Leclerc, vendredi 27 et samedi 28 mai. Pour tous renseignements: 48.91.33.33 ou 49.15.41.58.

Ensuite, il doit, s'il choisit le footing, trotter au début deux à trois fois par semaine en privilégiant la durée plus que la vitesse. 10 à 20 minutes maximum en évitant l'essoufflement, juste pour se dérouiller les muscles et le souffle. Puis, avec une paire de chaussures assez souples et épaisses pour protéger les tendons, et en pensant à courir plutôt sur un sol pas trop dur, tout se passera bien. Deux à trois mois après cette période, il pourra accélérer. Mais surtout ne pas tenter d'aligner les chronos et vouloir ressembler à Michel Jazy ou à Saâd Aouita. Toujours courir à son rythme.

Alors, si le printemps vous donne envie de bondir, si le soleil vous file la pêche, plongez dans le grand bain ou foulez l'asphalte et le gazon, il vous reste un mois pour être sport. **Fabrice Vertova**

TIR À L'ARC

Robin des Bois pantinois

Dominique Cassagrande tire à l'arc. Ses flèches ont fait mouche le dernier week-end de février puisque cet employé de la SNCF vient d'être sacré champion de France 1994, catégorie arc à poulies sur cible de 25 mètres. Passionné, ce père de famille de 39 ans qui habite Drancy, s'entraîne une douzaine d'heures par semaine au stade Marcel-Cerdan au sein de la «compagnie» de Pantin. Pas toujours facile de concilier travail, vie de famille et compétition, mais lorsque l'on aime... Un goût que Dominique Cassagrande partage désormais avec sa fille Célia puisque celle-ci possède, à son arc, déjà plusieurs titres de championne

de France. Si, après l'athlétisme, le volley et l'aïkido, notre champion est venu par hasard au tir à l'arc il y a neuf ans, il ne compte pas se reposer sur les lauriers de son tout récent titre. En point de mire de ce tireur qui fut déjà sacré «d'élite» lors de son service militaire, le championnat d'Europe de tir olympique du 19 au 23 juillet en Tchécoslovaquie, puis les championnats du monde de tir en campagne du 12 au 14 août prochain à Vertus-en-Champagne. L'occasion de décocher quelques traits pour ce champion et, gageons qu'une fois encore il mettra dans le mille. Quand on aime... **F. V.**



PRATIQUE

Agenda

Basket

Dimanche 10 avril : au gymnase Hasenfratz les honneurs féminines rencontrent Lutèce à 13 heures. Même lieu pour le match des honneurs masculins qui rencontrent Soisy à 15 heures.

Football

Dimanche 24 avril : au stade Charles-Auray à 15 h 30 sur le terrain honneur, les seniors rencontrent les Black Stars.

Pétanque

Samedi 16 avril : au stade

Charles-Auray sur le terrain annexe à partir de 12 heures, rencontres qualificatives de triplètes FFPJP.

Volley-ball

Samedi 9 et dimanche 10 avril : dans les gymnases Maurice-Baquet et Léo-Lagrange (le 9 avril à 13 heures et le 10 avril à 8 heures), tournoi 4 X 4 mixtes.

Le siège de l'office municipal des sports de Pantin a déménagé. Il est désormais situé dans la **Maison des sports 7, rue d'Estienne-d'Orves**. Pour tous renseignements contactez le 49.15.45.31.

Cuisine

PAR ÉLISA VERGNE

(extrait des *Carnets de cuisine* N° 43, éditions Hachette pratique)

Pâté de Pantin

Ingrédients pour 6 à 8 personnes :

Pour la pâte :	2 œufs
400 g de farine	2 branches de thym
200 g de beurre	5 cl de cognac
1 œuf	20 g de sel fin
1 cuiller à café de sel	5 g de poivre
Pour la farce :	1 g de quatre épices
500 g de poitrine de porc fraîche	Pour dorer :
250 g de veau	1 jaune d'œuf
250 g de porc maigre	Pour le plan de travail :
7 ou 8 fines tranches de lard fumé	3 cuillers à soupe de farine
	Pour la tôle :
	10 g de beurre

Préparez la pâte. Disposez la farine en fontaine. Versez au centre l'œuf et le sel. Ajoutez-y le beurre coupé en morceaux. Travaillez le tout avec les mains en ajoutant 1 ou 2 cuillerées à soupe d'eau. Malaxez la pâte, puis laissez reposer 12 heures. Au bout de ce temps, préparez la farce : hachez la poitrine et le porc. Ajoutez-y le thym émietté, le cognac, les œufs, le sel, le poivre et les quatre épices. Mélangez. Coupez le veau en lanières. Allumez le four, thermostat 8. Farinez le plan de travail. Étalez-y les 2/3 de la pâte en un rectangle de 6 mm d'épaisseur. Posez dessus les tranches de lard fumé en les faisant légèrement chevaucher, et en laissant libre une bande de pâte de 4 cm. Répartissez au centre



du lard, mais sur toute la longueur des tranches, la moitié de la farce. Recouvrez avec les lanières de veau, puis avec le reste de la farce. Rabattez les tranches de lard par-dessus, puis l'un des côtés longs du rectangle de la pâte. Battez le jaune d'œuf avec quelques gouttes d'eau et badigeonnez-en l'autre côté long de pâte. Rabattez-le sur le premier. Retournez le pâté. Égalisez les bouts en coupant l'exédent de pâte. Pincez pour bien souder. Passez le dessus du pâté au jaune d'œuf. Décorez-le avec des chutes de pâte. Badigeonnez-les également de jaune d'œuf. Faites 2 trous de 1 cm de diamètre à 6 cm de chaque extrémité et maintenez-les ouverts avec du carton roulé. Beurrez la tôle à pâtisserie. Posez le pâté dessus, badigeonnez-le à nouveau d'œuf battu et faites cuire 15 min au four. Au bout de ce temps, baissez le thermostat à 5 et laissez cuire encore pendant 30 min. Laissez reposer le pâté pendant 15 min environ avant de servir. **Recette recueillie par Anne Marie Grandjean.**

CHORÉGRAPHIE

8^e journées Danse dense

Pour la huitième année consécutive, l'association Danse dense présente le Festival des jeunes chorégraphes. Son objectif : promouvoir la danse contemporaine et servir de tremplin aux créateurs encore peu connus du grand public.

« Cette manifestation se veut éclectique, précise Annette Jeannot, professeur au centre de danse contemporaine de la ville et fondatrice de cet événement. Les pièces chorégraphiques sont des créations courtes, choisies non en fonction d'un parti pris de style ou de genre, mais en fonction de leur qualité professionnelle. Il faut savoir que ces chorégraphes ont besoin d'être reconnus pour être aidés et propulsés. Ce festival les met en contact avec les professionnels de la danse, officiels et programmateurs. »

Aujourd'hui, grâce à Danse dense, de jeunes créateurs ont été lancés dans le monde du spectacle. Certains se produisent au Théâtre de la Ville,

d'autres, tels que Régis Huvier, Schmidt Pernet, ou Bruno Pradet, sont connus des professionnels et comptent déjà plusieurs tournées à leur actif. « De plus en plus, les lieux de programmation sont sélectifs et accueillent des compagnies

reconnues, voire subventionnées, précise Annette. On accorde peu de confiance aux jeunes chorégraphes qui se contentent de petits espaces et d'un public familier. La création chorégraphique ne doit pas être réservée à une élite, mais doit s'inscrire dans une politique culturelle et ouverte au plus grand nombre. »

Cette année, sur 160 dossiers présentés, 139 compagnies seront auditionnées pour n'en retenir que 19 en fin de course. Parmi ces derniers, des professionnels première création, et des professionnels accomplis dont certains ont travaillé avec Béjart, Carlson, et Galotta. Si le festival dure trois jours, les répétitions restent ouvertes au public ainsi qu'aux scolaires qui pourront en fin de spectacle poser des questions aux danseurs.

Vendredi 8 avril et samedi 9 avril à 20 h 30, dimanche 10 avril à 19 heures. Salle Jacques-Brel. Tarif : 80 francs. Tarif réduit : 60 francs. Renseignements au service culturel. **A.-M. G.**

POÉSIE

Gérard Noiret présente «Tags»

Amateurs de poésie, notez ce rendez-vous : **samedi 30 avril, 15 heures, bibliothèque Elsa-Triolet.** Ce jour-là, le poète Gérard Noiret viendra présenter et lire quelques passages de son livre *Tags*. L'écrivain a commencé à écrire des poèmes à partir de l'âge de 15 ans, grâce à un bibliothécaire de banlieue qui a bien voulu s'occuper de lui. Il a « acquis en dehors de l'école et sur le tas une culture avec comme base l'écriture. » (Voir *Canal* de novembre 1993.) Actuellement directeur du service enfance à Bezons, Gérard Noiret a aussi travaillé au ser-

vice jeunesse et dans le social. Pour lui, « on ne fait pas de poésie sur, mais de la poésie avec. De même que la banlieue n'est pas un lieu géographique mais un processus. » A travers ses écrits, l'auteur cherche à nous transmettre une inquiétude, celle de « ruptures qui ne se voient pas ». Ce samedi-là, l'écrivain lira quelques-uns de ses textes pour nous faire pénétrer dans son univers. C'est à partir de son histoire personnelle, à travers ses craintes et ses angoisses, qu'il perçoit les dessins et signes que l'on trouve sur nos murs comme autant de témoignages d'un monde

PEINTURE



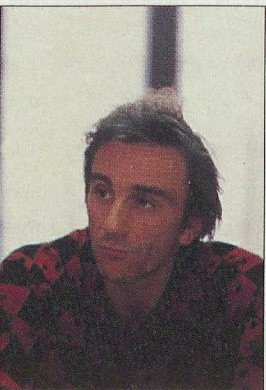
Exposition Marcel Cartus

Le jeudi 28 avril à 18 h 30, aura lieu au **syndicat d'initiative, office du tourisme**, le vernissage de l'exposition de l'artiste-plasticien Marcel Cartus.

Après avoir été mineur, soudeur, peintre en bâtiment, palefrenier et musicien, Marcel Cartus, autodidacte, n'exerce l'expression plastique à temps plein que depuis cinq ans, même si depuis son plus jeune

âge, il maniait déjà le crayon et le pinceau avec le plus grand naturel. « Je veux aboutir à la peinture pure, explique-t-il. J'aime jouer avec la matière pour créer du fluide, de l'épaisseur, du lourd et de la légèreté. C'est la texture qui m'intéresse, et j'aime travailler avec des éléments très différents : l'huile, la colle de pot, l'acrylique. Je crée des strates de superposition. Je suis intéressé par le jeu entre l'abstraction et la figuration. » Du **jeudi 28 avril au samedi 7 mai**, venez découvrir les dessins, peintures et sculptures de celui dont l'artiste peintre Francis Oudin disait : « Sa peinture va d'un bord à l'autre dans l'indifférence apparente des frontières qui procèdent à chaque site. Cette position ambitieuse, aboutie, pourrait nous donner à voir la pénétration d'un monde silencieux, matière cérébrale, et celui plus allégorique de la figure. Cela ressemble étrangement à la vie et à ses perpétuelles oscillations entre la raison et l'instinct. »

Exposition ouverte du **lundi au samedi de 14 à 19 heures.** Entrée libre. Visites possibles sous réservation au service culturel.



ORCHESTRE

Musique ancienne

Alex de Valera, professeur de guitare à l'école nationale de musique, dirige **le vendredi 6 mai à 20 h 30**, un concert de musique ancienne à l'église réformée de France. Au programme, des compositeurs italiens et anglais de la fin du XVI^e siècle et du début du XVII^e tels que Caccini, Monteverdi,

Stafani, Dowland ou Rosseter. Les œuvres seront interprétées par des élèves du conservatoire, musiciens et chanteurs, accompagnés de deux danseurs extérieurs à l'école. Ceux-ci inviteront le public à danser des danses italiennes de cette époque.

Église réformée de France, 56, rue Jules-Auffret. Entrée libre.

Concert de printemps

L'orchestre d'harmonie sous la direction de Laurent Langard et Roland Levieux fêtera musicalement la venue du printemps en reprenant les œuvres abordées au cours du stage de mars dernier. Au programme : la *Suite française* de Darius Milhaud, la *Traver Musik* de Richard Wagner, l'*Ouverture aux bacchantes* de Philippe Dulat et le *Bocage* de Serge Lancel.

Samedi 9 avril, à 20 h 30. Gymnase Henri-Wallon, 30, avenue Anatole-France. Entrée libre.

LES BONNES ADRESSES

- Bibliothèque Elsa-Triolet : 102, avenue Jean-Lolive
- Ciné 104 : 104, avenue Jean-Lolive tél. : 48.46.49.26
- École nationale de musique : 2, rue Sadi-Carnot tél. : 49.15.40.23
- Espace Cinémas : 80, avenue Jean-Jaurès, tél. : 48.46.09.20
- Salle Jacques-Brel : 42, avenue Édouard-Vaillant
- Syndicat d'initiative, office du tourisme : 25ter, rue du Pré-Saint-Gervais, tél. : 49.15. 40.00 poste 42.08

HISTOIRE

Contes !

Le mercredi 13 avril, à 15 heures, à la bibliothèque Elsa-Triolet, les enfants de 7 à 12 ans pourront, grâce à Praline Gay Para, voyager à travers le monde. Le spectacle proposé par la jeune conteuse s'appelle *Collier d'isles, collier d'histoires*. Praline s'inspire d'histoires issues des civilisations qui ont fondé les Antilles pour conduire son auditoire à travers un monde étrange et merveilleux. Entrée libre. Réservation sur place indispensable.

Jardinage

PAR YVETTE FOURNET



Bouquets sur mesure

Yvette Fournet aime faire partager sa passion des jolis bouquets. Membre de l'association Bobigny-ville fleurie, elle a répondu à l'invitation de son homologue pantinoise et devrait prochainement y donner des cours d'art floral. Des conseils très pratiques pour créer des bouquets simples et beaux, à moindre coût.

Qu'entendez-vous par art floral ?

Lorsque vous achetez des fleurs coupées chez votre fleuriste, vous les mettez dans un vase en rentrant chez vous,

et c'est tout. Alors qu'avec une botte de tulipes, par exemple, vous pouvez arriver à faire deux bouquets très harmonieux en rajoutant du feuillage ou en utilisant les pique-fleurs en mousse que l'on trouve facilement dans le commerce. L'art floral, c'est du prêt-à-porter, du sur-mesure.

Y a-t-il des règles à respecter pour réaliser un beau bouquet ?

Oui, en ce qui concerne les proportions, notamment. Si vous avez, par exemple, un vase de 12 cm de haut, à col étroit, vous n'allez pas y mettre des tulipes de 70 cm. Ce serait de très mauvais goût. En général, il ne faut pas que les fleurs fas-

sent plus d'une fois et demie la hauteur du vase. De toutes façons, on voit très bien à l'œil si ça ne va pas. En ce qui concerne les teintes, on réalise en principe un camaïeu, c'est-à-dire un dégradé de couleurs. On place les couleurs tendres avec les couleurs tendres et les fleurs les plus vives au centre du bouquet. Sinon, on ne reconnaît plus qui est qui. Si vous mettiez une jupe à fleurs avec un chemisier à fleurs, on ne verrait pas que vous portez un joli corsage. Mais, vous savez, l'art floral ne s'apprend pas en cinq minutes. Il faut parfois des années.

Propos recueillis par Sylvie Dellus

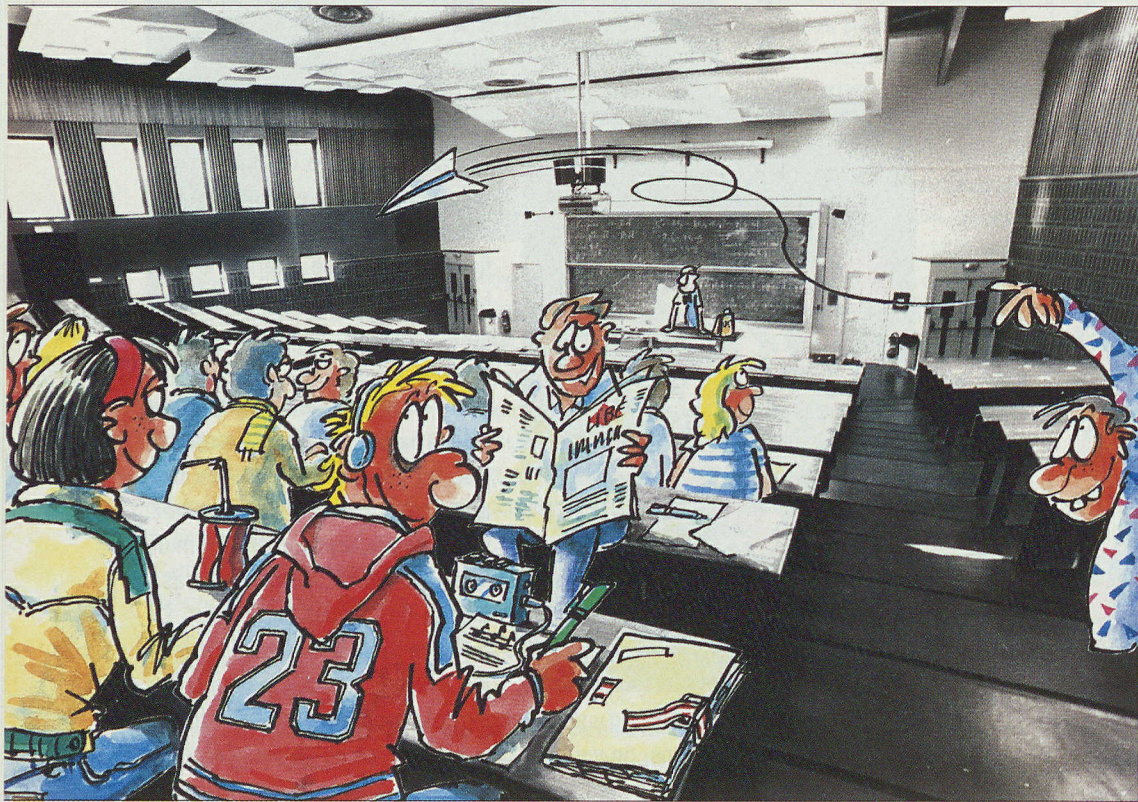
Ceux qui voudraient en savoir plus sur l'art de composer de jolis bouquets peuvent s'adresser à l'association Pantin ville verte, ville fleurie tél. : 48.91.06.50.



Cinq conseils pour réussir

Jour J moins 30 ! Dans un mois, l'épreuve commence.
Pas de panique, il est encore temps de se mettre au travail.
Suivez le guide...

Par Bénédicte Philippe - Illustration Jean-Michel Sicot et Loïc Faujour



Prenez un bon départ

«Ce ne sont pas les choses qui troublent les hommes, mais l'opinion qu'ils en ont», disait le philosophe stoïcien Épictète. Alors premier conseil : dédramatisez la situation. «Un élève qui a suivi régulièrement les cours, assisté aux ateliers, a peu de chance d'échouer aux épreuves pratiques», estime le proviseur du LEP Félix-Faure. «Les examens doivent se préparer comme une compétition», recommande Philippe Bernier, prof de relaxation à Pantin. Alors inutile de paniquer, essayer plutôt d'adop-

ter une attitude positive. C'est le meilleur moyen de se motiver.

Ce n'est pas une raison toutefois pour jouer les autruches ! Soyez réaliste. «Si une bonne préparation psychologique permet d'augmenter ses chances de réussir, elle ne remplace pas les révisions !», prévient Philippe Bernier. Dressez un rapide bilan de vos points forts et de vos points faibles. Puis évaluez le travail indispensable à chaque épreuve suivant leur date et leur coefficient.

Cette première étape est indispensable pour planifier votre travail. «Le programme de termi-

nale est particulièrement lourd, constate Olivier Dard, professeur d'histoire-géo au lycée Marcelin-Berthelot. Il nécessite un travail régulier.» Démarrez donc vos révisions, le plus tôt possible.

Réviser malin

Reprenez vos cours. S'ils sont incomplets ou illisibles, demandez secours à un copain ou reportez-vous à un manuel : c'est un bon moyen de mémoriser différemment les informations. N'hésitez pas à prendre des notes ou à dessiner des cartes ou des tableaux : on retient toujours mieux ce que l'on a écrit. Pour Élise, étudiante en architecture, il n'y a pas que les bouquins : «Il faut utiliser son temps libre pour fréquenter les musées ou les expos, ça donne des points de repères pour les projets ou les examens.»

«J'ai commencé à faire des fiches pendant les vacances de février, raconte Assia, en terminale G2 à Marcelin-Berthelot, je n'aurai plus qu'à les relire au moment des révisions.» Inusable, cette technique est pratiquement valable pour toutes les disciplines du français au droit, en passant par l'histoire-géo. Son principe ? Donner l'essentiel du cours sous forme de plan détaillé. Son objectif : permettre de visualiser mentalement le jour de l'examen les principales idées à développer.

Il faut trouver cependant des méthodes adaptées à chaque matière. «Pour les langues vivantes, il faut lire les textes à haute voix», recommande un prof d'anglais à Marcelin-Berthelot, examinateur au bac. «Réviser bien

VOS examens

sûr le vocabulaire sans oublier les notions de civilisation. On peut alors s'entraîner à deux en se posant des questions sur le texte.»

Pour la philo ? «J'ai fait des fiches à partir des thèmes étudiés en cours en notant pour chaque sujet les citations d'auteurs importants», explique Ryme, qui a décroché son bac A2 mention bien en 1993, avec un 19 dans cette matière. «Je les ai lues régulièrement jusqu'à la date de l'examen.» «Les guides aide-mémoire peuvent être utiles, estime un prof de philo, enseignant dans le même établissement, à condition de ne pas simplement servir de "cache-misère" !» «Pour réviser les maths, j'ai refait les exercices à partir des Annales et du manuel, raconte Laetitia, 13 en maths et 14 en physique au bac D. Le fait de travailler avec une copine m'a beaucoup stimulé.»

Gardez la pêche

Veillez à prévoir un planning de révision équilibré. Lorsque les cours s'arrêtent, organisez vos semaines puis vos journées : révisions des maths seul le matin, puis exercices en groupes, l'après-midi en bibliothèque... A vous de choisir la bonne formule ! Sachez toutefois que l'attention intellectuelle varie selon les heures de la journée : forte le matin, elle se relâche vers le déjeuner pour croître à nouveau jusqu'à 21 heures. Pensez-y !

Ne négligez pas votre santé. «Il faut laisser une bonne place au sommeil, au sport et aux loisirs», ajoute Philippe Bernier. Travailler efficacement ne signifie pas forcément s'abrutir ! Chaque année, les pharmacies de la rue Jean-Jaurès voient élèves et étudiants affluer au moment des examens : «Les élèves achètent généralement des vitamines ou des produits pour la mémoire, ils sont efficaces en cure à condition de ne pas les utiliser en même temps.» Ne vous amusez surtout pas à prendre n'importe quel «médicament miracle» fourni par un copain, ou autres substances euphorisantes : leurs effets peuvent être très dangereux. Si vraiment vous êtes au bout du rouleau, filez plutôt chez

le médecin, lui seul pourra vous donner un traitement adapté à vos besoins.

Pensez aussi à votre alimentation. Le matin, accordez-vous le temps d'un petit déjeuner : thé ou café, tartine, fruit. Si à midi vous avez juste le temps d'avaler un sandwich, compensez le soir par un vrai repas : «Des aliments complets, recommande un pharmacien aux Quatre-Chemins, fruits et légumes pour les vitamines, laitages et fromages pour le calcium, viandes et poissons pour les protéines». Mais ne forcez pas trop sur des excitants comme le café ou la cigarette.

«Cartonnez» à l'écrit

Inutile avant le jour J de travailler jusqu'à 4 heures du matin. Vous risquez de ne pas entendre le réveil ! Faites plutôt comme Patricia : «J'ai passé trois heures à la piscine avec des copains la veille du bac, résultat je me suis endormie sans angoisse.» «Il faut absolument prendre un petit-déjeuner avant chaque épreuve, prévient une prof de français de Marcelin-Berthelot, je vois chaque année des élèves tomber dans les pommes au milieu des bacs blancs !» Prévoyez aussi un temps de trajet suffisant pour arriver plus détendu. N'hésitez pas à emporter des fruits secs ou du chocolat, cela vous aidera à «tenir». N'oubliez pas non plus les outils indispensables (convocation, montre, calculatrice, stylos...)

«A l'écrit, on demande à l'étudiant de construire un raisonnement rigoureux, explique Viviane Glikman, enseignante en sciences de l'éducation à l'université Paris-8, s'il peut faire appel à des opinions personnelles, il doit surtout s'appuyer sur l'état des connaissances sur le sujet et sur des auteurs de références.» Ne vous précipitez donc pas sur n'importe quel sujet sans réfléchir. Dans *Des méthodes pour apprendre*, les auteurs recommandent des principes simples : la méthode Alter. A comme administration (remplir les mentions demandées : nom...). L comme lire et relire le sujet afin de bien comprendre et mieux choisir.

T comme timing. Pour une épreuve de quatre heures, prévoir par exemple un quart d'heure pour la partie administrative et le choix du sujet, une heure et demie pour la construction d'un plan détaillé, deux heures pour l'écriture proprement dite. Consacrez enfin votre dernier quart d'heure à la relecture. «Les examinateurs détestent les "pattes de mouche", les ratures et les fautes d'orthographe», prévient l'un d'entre eux.

Brillez à l'oral

«Se retrouver face à un prof, ça intimide», témoigne une terminale, «les examinateurs notent à la tête du client...», estime un autre. Mettez donc toutes les chances de votre côté. Préférez par exemple un «look» simple et «clean» à la tenue négligée. Discutez avec les élèves qui viennent de passer pour connaître le type de questions posées, voire les manies du prof. Une fois dans la salle, n'oubliez pas de dire bonjour ! Le sujet choisi, introduisez-le brièvement en annonçant les idées que vous allez développer. Si vous séchez ou si vous tombez sur un prof un tantinet provocateur : restez calme ! Respirez profondément et tentez de reprendre le fil de vos idées. Pensez surtout que c'est bientôt fini et que vous allez partir prendre un repos bien mérité !

Pour aller plus loin

- **Collection Method'sup aux Éditions d'Organisation :**

Des méthodes pour apprendre

de Marc Romainville et Concetta Gentile ;

L'Anti-stress de l'étudiant

de Jean-Claude Dortu ;

L'Entretien aux examens et aux concours

de Guy Delaire

- **Les Annabac** (Hatier)

- **Les ABC du bac** (Éditions Nathan)

- **Cours de relaxation**, racing-club de Pantin (session spéciale d'entraînement aux examens) 63, avenue Jean-Lolive tél. : 43.01.90.30.

Georges Mathonnet, champion de France : « Le judo apporte un code moral »

Agent d'EDF-GDF de Pantin, Georges Mathonnet, catégorie poids lourds, n'a pas la grosse tête. Troisième au championnat du monde en 1991, champion de France senior en 1993, il prépare activement les Jeux olympiques d'Atlanta... Tout en convertissant les enfants des cités à sa passion.

Par Laura Dejardin - Photo Daniel Rühl

D'où êtes-vous originaire ?

De Briançon, dans les Hautes-Alpes.

Dans quelles circonstances avez-vous commencé le judo ?

J'avais dix ans. Des copains m'ont emmené à l'entraînement. Au bout de six mois, je participais à mes premières compétitions. J'ai obtenu de très bons résultats assez rapidement.

Pratiquiez-vous d'autres sports ?

Oui : le foot, le tennis, le hockey sur glace.

Qu'est-ce qui vous a plu immédiatement dans le judo ?

Le judo est un sport fait pour tous : les garçons, les filles, les grands, les gros, les petits. Tout le monde peut se réaliser. C'est un sport qui développe le respect du professeur, de l'adversaire, qui permet aux timides de s'épanouir et aux turbulents de s'assagir.

Enfant, vous classiez-vous parmi les turbulents ou parmi les timides ?

Je n'avais pas besoin d'être calmé : chez moi, c'était assez rigide au niveau de l'éducation. Et en dehors, j'étais ouvert, j'avais pas mal de copains...

Que faisaient vos parents ?

Mon père était salarié dans un sanatorium, ma mère était institutrice.

A quel moment avez-vous décidé de vous consacrer complètement au judo ?

Je suis devenu champion de France junior en 1985, l'année où j'ai passé mon bac. Ensuite, je suis monté à Paris pour m'entraîner à plein temps à l'Institut national supérieur d'éducation physique (Insep) tout en préparant sur trois ans un BTS d'action commerciale. Tout était sur place, le pensionnat, les cours, les entraînements avec les 150 meilleurs judokas de France...

Avez-vous obtenu votre diplôme ?

Oui. Mais compte tenu de mon activité, il m'a fallu cinq ans pour trouver une entreprise prête à m'embaucher. Le ministère de la Jeunesse et des Sports et la Fédération française de judo ont passé une convention avec les entreprises pour placer les athlètes de haut niveau. J'ai été embauché comme agent à EDF-GDF en 1993.

Comment vous êtes-vous débrouillé entre-temps ?

Pendant un an, j'ai été interne à l'Insep, ensuite j'ai obtenu une bourse du Comité national olympique du sport français.

Était-elle suffisante pour vivre ?

Oui. Je touchais 3 000 francs par mois dont 1 500 francs de mon club.

Ça paraît peu, compte tenu des sacrifices que demande l'entraînement à votre niveau ?

En France, quand on fait des sports « amateurs », ce n'est pas pour gagner de l'argent !

Quel type de prime touchez-vous quand vous gagnez une grande compétition ?

J'ai été troisième aux championnats du monde de Barcelone et la Fédération m'a offert 15 000 francs. Le judo n'est pas porteur : on ne vend pas de marques, alors que les tennismen font la promotion de chaussures, de maillots, de chaussettes... Et pourtant, la Fédération française de judo est la troisième pour le nombre de licenciés. Nous sommes 500 000, et 800 000 pratiquants en tout.

Pensez-vous que l'image du judo va évoluer ?



Il faudrait un changement de mentalité, et surtout un intérêt des médias pour que les sponsors s'y mettent. On passe très peu à la télévision. En 1993, nous avons eu droit, toutes chaînes réunies, à une heure et demie d'antenne sur l'année, alors que Roland-Garros passe de 10 heures du matin à 8 heures du soir... Mais les résultats sont très bons, la France est très compétitive malgré une énorme concurrence internationale. Nous sommes la troisième nation après les Russes et les Japonais. La Fédération a beaucoup innové, c'est grâce à la France que les femmes vont aux Jeux !

Le grand nombre de licenciés français s'explique-t-il aussi par le coût très modeste de l'équipement ?

Oui. Faire du judo revient à moins de 1 000 francs par an.

Combien de temps passez-vous à vous entraîner ?

J'ai fait pendant longtemps trois heures et demie de judo par jour, six jours sur sept. Depuis un an, je travaille sur la recherche technique : j'ai deux heures et demie d'entraînement quatre

fois par semaine et trois préparations physiques au lieu de six, avec jogging, musculation, footing, séance de sprint...

Avez-vous toujours été dans la catégorie des plus de 95 kilos ?

Oui. Je mesure 1,90 m et je pèse 155 kilos.

155 kilos de muscle ?

(Sourire) Non ! Il faudrait que je mesure 2,30 m ! Mais pour moi, passé un poids, ce n'est pas un problème d'avoir du surplus.

Avez-vous toujours eu cette morphologie ?

Oui. J'ai toujours été gros. Il faut appeler un chat un chat ! (Rire)

Qu'est-ce que vous ressentez pour votre adversaire, au moment où vous vous trouvez face à lui sur le tapis ?

Je veux le battre. Je me mets de la pression, j'essaie de me faire violence, de me surpasser pour gagner.

Quelles sont les qualités essentielles en judo ?

(Réflexion) Il faut être combattant et battant. Discipliné. Persévérant. Courageux.

Quand allez-vous arrêter la compétition ?

J'avais envie d'arrêter l'an dernier mais physiquement, je n'ai jamais été aussi fort. C'est dans la tronche !

Votre objectif à long terme ?

Les Jeux d'Atlanta, en 1996.

Avec quels résultats ?

Une médaille. On ne fait pas les Jeux seulement pour participer !

En quoi consiste votre travail au sein d'EDF-GDF ?

En tant qu'agent, je poursuis des actions de communication externe en partenariat avec les collectivités locales. EDF-GDF souhaite être le plus proche possible de la population... Donc, nous participons par exemple au tournoi inter écoles des sports de l'école municipale des sports de Pantin. Nous fournissons les médailles et j'effectue des démonstrations. Nous participons aussi aux Foulées, aux 24 Heures nautiques...

L'agence de Pantin couvre-t-elle un territoire précis ?

Oui, une trentaine de municipalités de la Seine-Saint-Denis et du Val-d'Oise.

Vous êtes assez peu disponible compte tenu de vos entraînements. Est-ce que votre employeur est compréhensif ?

Au niveau des dirigeants, j'ai rencontré des gens à l'écoute qui connaissent les athlètes de haut niveau. Ils savent que je ne peux pas m'impliquer totalement dans la société, donc je mène des actions ponctuelles. C'est à moi de gérer mon emploi du temps. A EDF-GDF, ils me permettent de concilier le travail et le judo, et tous les bons résultats que j'aurai seront aussi pour l'entreprise.

Avez-vous été étonné de voir 300 enfants pantinois participer au tournoi durant lequel vous avez fait une démonstration ?

J'ai été franchement surpris par la participation et l'ambiance était sympa... Pour moi, ça faisait très retour aux sources...

Nous comptons mener d'autres actions comme celles-là. C'est bien parti, nous avons de très bons rapports avec les élus locaux et les responsables sportifs. Le souci d'EDF-GDF d'être partenaire sur les compétitions soulage aussi la municipalité financièrement...

Qu'est-ce que le judo peut apporter aux jeunes des banlieues ?

Un code moral. Les jeunes apprennent le respect de certaines règles tout en se défoulant et en s'amusant. Le judo leur permet de s'accomplir.

Drogue :

le rêve empoisonné

La Seine-Saint-Denis se trouve parmi le peloton de tête des départements les plus touchés par la drogue. Policiers et médecins ont parfois l'impression de se battre contre un mur. Les jeunes de Pantin n'échappent malheureusement pas aux paradis artificiels.

Par Sylvie Dellus - Photos Jean-Michel Sicot

«A Pantin, il n'y a pas plus de drogués qu'ailleurs», lance un ilotier qui connaît la ville comme sa poche. Il lui arrive pourtant, au cours de ses patrouilles, d'entendre des gens se plaindre. Le square Stalingrad derrière le Ciné 104 n'a pas bonne réputation, et certaines caves, du côté de la rue des Pommiers par exemple, sont difficiles à surveiller. Le gardien du gymnase Léo-Lagrange aux Quatre-Chemins trouve régulièrement, dans des recoins discrets, des seringues et des boîtes de Néo-codion, un produit qui contient un dérivé de la morphine, la

codéine. Pris en grande quantité, il sert à combler le manque. Depuis un an environ, les toilettes de Verpantin qui étaient situées dans une cour tranquille derrière le centre commercial, ont été fermées. «On a eu trop d'ennuis avec des gens qui se piquaient», raconte le responsable des gardiens. Mais l'ilotier ramène les choses à leur juste proportion : «Nous n'avons jamais eu de grosses affaires d'overdose. La raison, c'est peut-être que le marché principal de l'héroïne se tient à Paris, notamment à Stalingrad. Ils achètent et se piquent tout de suite, sur place.»

Pantin connaît aussi ses petits trafics et les deux lignes de métro qui desservent la ville ne facilitent pas la tâche de la police. Il semble

que les revendeurs de drogue dure, héroïne essentiellement, préfèrent le quartier Hoche et les Quatre-Chemins, tandis que la résine de cannabis se marchande aux Courtilières. Les cabines téléphoniques devant l'entrée du centre commercial facilitent les échanges discrets des dealers qui «travaillent» en groupe de deux ou trois personnes, le soir surtout. La station de métro est une issue de secours toute trouvée. A l'autre bout de la ville, les Courtilières fourmillent de rumeurs sur les descentes de police et le trafic de haschich. «Ça a commencé avec l'arrivée du métro», se souvient Rose Colombani qui habite depuis trente-cinq ans dans un quartier qu'elle aime. Elle est, par ailleurs, présidente de l'amicale des locataires de la Sémidép.

Pierre Martinon qui, lui, représente les locataires de l'OPHLM, voit le trafic s'opérer à sa porte, au grand jour : dans le bâtiment n° 37 du parc. «Le problème existe, dit-il, mais d'une façon aussi importante qu'on le dit ? Je n'en suis pas si sûr.» Lucide, il cherche à éviter la «psychose».

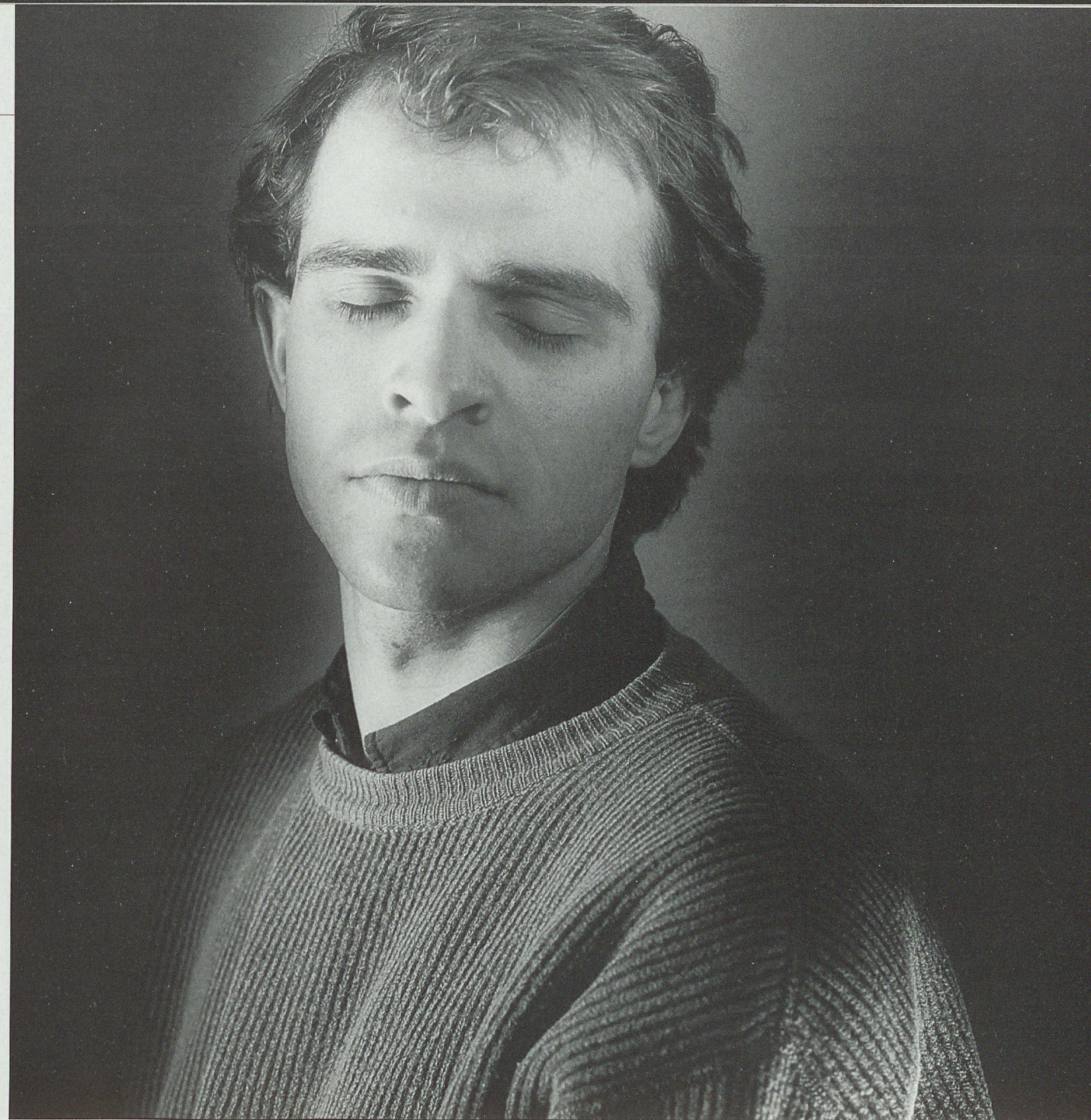
Un cortège de souffrances

En attendant, les Courtilières restent un point noir pour la police. «C'est très difficile à surveiller», explique Christian Provin, inspecteur divisionnaire, les types donnent du fric aux gamins pour faire le guet.» Et les dealers ne manquent pas d'imagination. Les policiers ont retrouvé

de la drogue planquée dans l'écorce des arbres ! Le problème, ici comme dans d'autres cités, c'est que le trafic est souvent tenu par des familles qui en tirent leurs revenus. «Les grands frères ont commencé, les petits frères continuent», soupire l'inspecteur Provin. L'argent est facile à gagner : pas d'efforts et un investissement minime. Un kilo de haschich coûte environ 15 000 francs à Amsterdam. Ici, la barrette de 2 grammes se revend à partir de 100 francs. «Le fléau le plus important aujourd'hui, c'est le foisonnement de petits réseaux de deux ou trois individus, souvent au chômage, qui mettent des fonds en commun et vont se fournir en Hollande, par exemple», explique Naïma Datou Saïd, substitut du procureur au

tribunal de Bobigny.

Aux Courtilières, le trafic ne concerne que quelques individus qui ont tendance à jouer les mafias siciliennes. Ils protègent ceux qui filent doux, mais menacent les locataires qui les gênent. Ils auraient même instauré une sorte de code moral : «Ils font leur propre police pour qu'il ne se vende pas autre chose que du haschich», selon un représentant de l'ordre. «Vous savez, ils (les dealers) nous préviennent qu'il ne faut pas fumer», souffle Sabrina, 15 ans. «L'ennui, s'inquiète Karima, 17 ans, c'est que les petits voient que c'est un moyen de gagner de l'argent.» Elles font partie de ces groupes de jeunes qui cherchent à faire bouger les choses et veulent donner une autre



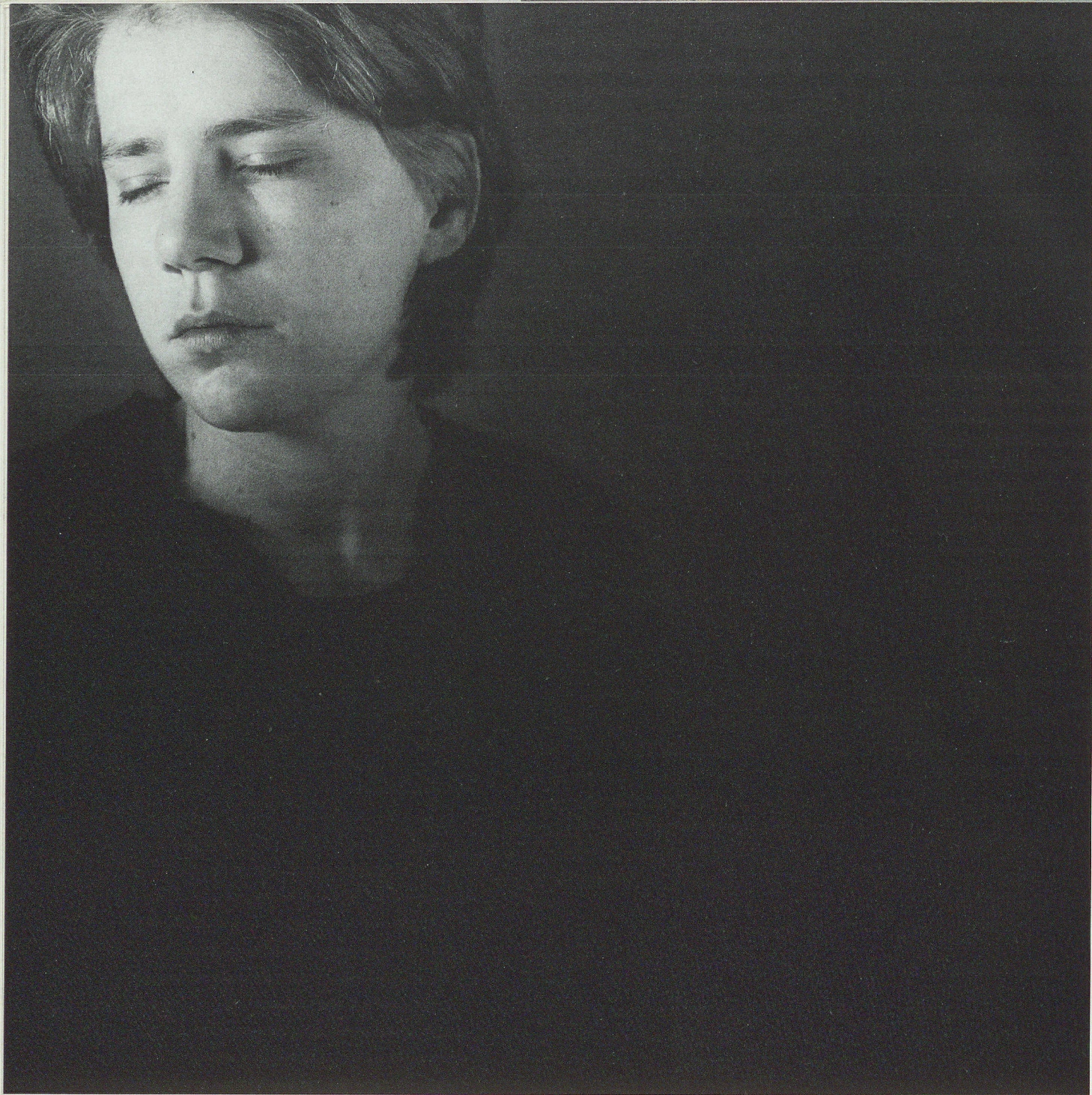


image de leur quartier. Pour Alain Sartori, responsable de l'association Nomad, c'est clair : «On en a marre qu'à chaque fois qu'on parle des Courtilières, on ne voit que la drogue». D'un côté le trafic et ses profiteurs, de l'autre la drogue et son cortège de souffrances. L'héroïne, par exemple, provoque une accoutumance rapide. Quelques jours suffisent pour plonger. Et les conséquences n'ont rien de réjouissant : dépression, apathie, amaigrissement, sclérose des veines et, bien sûr, risque d'overdose. Établir l'impact de la toxicomanie à Pantin n'est pas chose facile. Rappelons que dans chaque centre municipal de santé un médecin est là pour

l'accueil des drogués. Une mesure nécessaire, mais est-elle suffisante ? Pour le Dr Jean-Paul Rey, maire adjoint, il faudrait disposer d'une analyse en profondeur, un «diagnostic» en quelque sorte : «Mais, je ne pense pas que nous soyons plus mal lotis qu'Aulnay, Aubervilliers ou Saint-Denis». Une chose est sûre, Pantin est situé dans un des départements les plus touchés de France. La toxicomanie est une véritable casserole accrochée à la Seine-Saint-Denis. Le taux de mortalité par overdose y est parmi les plus élevés d'Ile-de-France, juste derrière Paris et les Hauts-de-Seine. Il y a eu 39 décès en 1991. Entre 1986 et 1991, les interpellations pour usage de stu-

péfiants ont augmenté de 34 % (9 % pour l'héroïne). (Chiffres de l'Observatoire régional de la santé.)

Une drogue curieusement légale

C'est un simple indice, mais il est révélateur. Les pharmaciens de Pantin vendent des quantités importantes de Néo-codion. Le phénomène n'est pas propre à la ville, il est général. Ce produit est en vente libre, la boîte coûte seulement 11,10 francs et est remboursable par la Sécurité sociale. Ces pastilles sont habi-

tuellenent utilisées contre la toux, mais elles contiennent de la codéine. «Je vends dix boîtes par jour en moyenne, mais nous avons décidé de limiter à deux par personne. Ce sont toujours les mêmes qui reviennent de toute façon. Et elles n'achètent pas que dans une seule officine», raconte un pharmacien du centre-ville. Parmi ses collègues, certains refusent de vendre ce produit, au nom de leur conscience professionnelle. Tout dépend de la personne qui se présente. Cette drogue-là est curieusement légale. Mais l'article L. 628 du Code de la santé publique réprime sans ambiguïté l'usage de stupéfiants (1). La France est, sur ce point, parmi les plus sévères en Europe puisque les Pays-Bas, l'Italie, l'Espagne, le Danemark, l'Allemagne, le Portugal et la Grèce ne répriment pas l'usage de drogues. Le Royaume-Uni et l'Irlande n'incriminent que les opiacés. Cependant, un toxicomane arrêté en France peut se désintoxiquer plutôt que de purger sa peine. Samir, 20 ans, a été surpris par la police, un soir de décembre, en train de fumer un joint. Il comparait aujourd'hui devant

Une oreille attentive

En Seine-Saint-Denis, cinq centres sont spécialisés dans l'accueil des toxicomanes. On peut choisir librement son établissement et en changer à sa guise :

- **Hôpital Avicenne, service de psychopathologie, 129, route de Stalingrad 93000 Bobigny. Tél. : 48.95.54.76 ;**
- **Centre du Corbillon, 17, rue du Corbillon 93200 Saint-Denis. Tél. : 42.43.94.02 ;**
- **Centre Gainville, 16, rue Joseph-Berger 93600 Aulnay-sous-Bois. Tél. : 48.79.04.91 ;**
- **Centre d'accueil et de soins, 1bis, rue Saint-Louis 93250 Villemomble. Tél. : 48.54.14.14 ;**
- **Centre d'accueil et de soins, 89bis, rue Alexis-Pesnon 93100 Montreuil-sous-Bois. Tél. : 48.57.02.06.**

Le service du suivi des injonctions thérapeutiques de la Ddass peut également fournir tous les renseignements et reçoit en consultation ceux qui le souhaitent. Il dispose d'un numéro vert départemental (05.06.12.24) qui devrait prochainement basculer pendant la nuit et à l'heure du déjeuner sur le numéro vert national (05.23.13.13).

DOSSIER

le substitut du procureur du tribunal de Bobigny. Comme lui, 860 consommateurs de stupéfiants ont été convoqués, l'an dernier, pour une mesure d'injonction thérapeutique. Seuls 374 se sont présentés. Les dealers quant à eux suivent une autre voie judiciaire. Pour l'heure, Samir est sous le feu des questions du substitut Roude : «Est-ce que vous fumez souvent du haschich ? Avez-vous déjà eu des pertes de mémoire, des insomnies ?» Suivent un rappel du «curriculum vitae» du jeune homme, trois condamnations pour vol ; et une mise en garde contre le haschich qui «laisse des traces dans les cellules nerveuses pendant quinze jours». Samir ne sera pas poursuivi cette fois-ci à condition qu'il se présente à un médecin de la Direction départementale à l'action sanitaire et sociale (Ddass). Le jeune homme acquiesce, signe un papier, et sort.

L'accueil des toxicomanes

L'injonction thérapeutique date de la loi du 31 décembre 1970 qui stipule que «toute personne usant d'une façon illicite de substances ou plantes classées comme stupéfiants est placée sous la surveillance de l'autorité sanitaire». Il peut s'agir d'une cure de désintoxication ou d'un simple suivi médical. Si le processus est suivi à la lettre, on considère que l'affaire est classée sur le plan judiciaire. En 1993, sur les 374 consommateurs de stupéfiants qui se sont réellement présentés au tribunal de Bobigny, 221 avaient été pris en train de fumer du haschich (au-dessus de 15 grammes trouvés sur la personne, le parquet considère qu'il ne s'agit plus d'un simple consommateur mais d'un dealer), 141 étaient héroïnomanes et 12 cocaïnomanes. La loi ne distingue pas (pas encore ?) drogue dure et drogue douce, et le substitut du procureur est chargé de l'appliquer. Il ne lui est pourtant pas toujours facile d'expliquer à un jeune homme pris avec deux grammes de haschich sur lui qu'il doit se présenter à un médecin. Ce matin, Nicolas, 21 ans, jamais condamné, consommateur occasionnel - comme d'autres boivent un coup dans une fête - du mal à comprendre ce qu'on lui explique : «J'ai fait une faute, je veux bien payer une amende, mais pas perdre mon temps chez un médecin. Je ne suis pas malade». Le substitut a fini par le convaincre qu'il valait mieux un examen médical plutôt qu'une procédure pour usage de stupéfiants devant le tribunal correctionnel. Nicolas est reparti en empochant

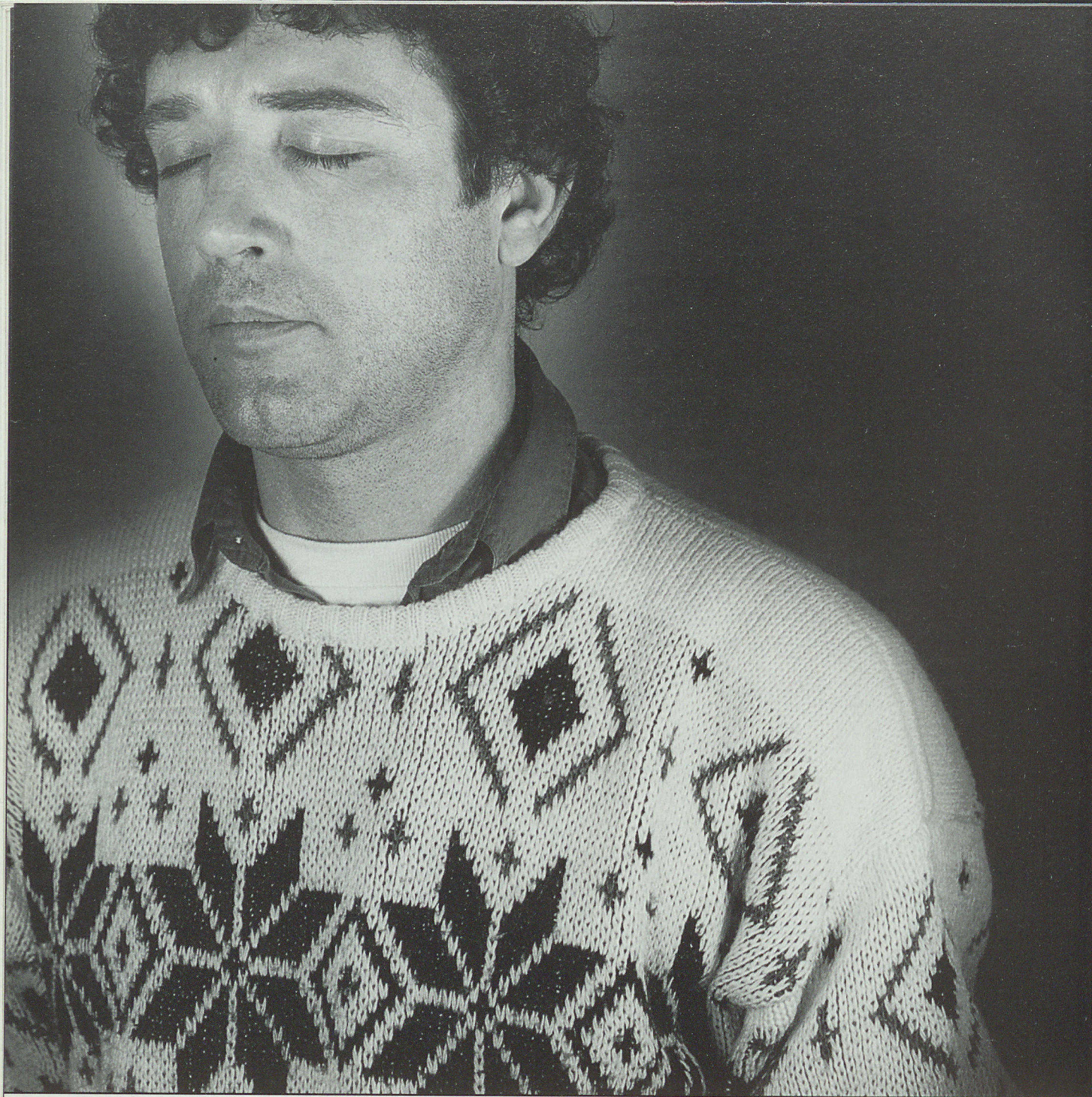
«Au début, c'était pour goûter»

Thierry a 31 ans et plus de dix ans de toxicomanie derrière lui. Aujourd'hui, il voit régulièrement un médecin qui l'aide à décrocher, et attend impatiemment qu'une promesse de la RATP se concrétise en emploi.

«J'ai commencé en 1982, j'avais 20 ans. A l'époque, je suis venu habiter à Aubervilliers et tous mes potes étaient enfoncés là-dedans. Au début, c'était par curiosité, pour goûter. Avant, je fumais un peu, comme tout le monde, et puis j'ai essayé l'héroïne une, deux, trois fois. Et un matin, au réveil, je me suis rendu compte que j'étais en manque. Après, ça a été à une vitesse ! Le manque, c'est à la fois psychique et physique. Plus on a mal physiquement, plus on se prend la tête. Et le seul truc qui puisse vous soigner, c'est de s'envoyer quelque chose au plus vite. Ça n'a rien à voir avec les gens qui fument pour être bien dans une fête.

Avec l'héroïne, chacun est dans son "trip". Dès que j'étais debout le matin, il fallait que je trouve soit de la came, soit de la tune. Pour en trouver, j'ai tiré tout ce qui pouvait se voler et se revendre. Plus j'avais de sous, plus je prenais de la came. J'ai de la chance que mes parents ne m'aient pas foutu à la porte. J'ai essayé dix fois de décrocher, mais j'ai toujours rechuté. Parfois, quand je commençais à entamer des démarches pour un sevrage, on me disait qu'il y avait trois semaines d'attente. C'était trop long pour moi, je laissai tomber. Il est plus facile de trouver de la came qu'un toubib pour vous aider à en sortir. Mes parents m'ont emmené plusieurs fois avec eux pour décrocher "à la dure", sans traitement. Mais quand je revenais, je n'avais pas de boulot tout de suite, je commençais à traîner et c'était reparti. En juillet, j'ai appris que j'étais séropositif. Je ne sais pas où je vais. Mais s'il ne me reste que quelques années, je vais profiter de la vie, voir ce qui se passe autour de moi.»

le plan de la Ddass. Quatre personnes seulement ne se sont pas présentées l'an dernier à ce service. Dès leur arrivée, elles ne sont plus considérées comme des délinquantes. «Nous ne savons pas pourquoi elles ont été arrêtées. Nous représentons l'autorité sanitaire et notre problème c'est : y



a-t-il danger pour la personne ou pas ?», précise le D^r Laurent Zarnitsky, responsable du service. Ici, on ne soigne pas. «Nous n'avons pas la même approche envers un SDF qui se pique et un lycéen qui a fumé un joint.» Le rôle de ce service est d'évaluer la toxicomanie des personnes et de les orienter ensuite vers une autre structure. Il peut s'agir d'une des cinq unités spécialisées de soins en Seine-Saint-Denis ou d'une cure de désintoxication à l'hôpital. La personne peut également être suivie par un généraliste de réseau formé spécialement à l'accueil des toxicomanes ; ou tout simplement par son médecin de famille. Tout dépend de son état et de ce qu'elle souhaite vraiment. Les médecins qui, un jour, ont pris

en charge un toxicomane sont d'accord sur un point : on ne peut pas le soigner contre son gré.

Une clientèle pas facile

Chaque cas est unique : «S'il s'agit d'une personne qui a fumé un joint, nous évaluons le risque de la voir tomber dans la drogue dure et nous examinons sa situation sociale. Le suivi révèle souvent les échecs personnels. D'autre part, il faut savoir que ceux qui présentent le plus grand risque de mourir par injection intraveineuse, ce sont les jeunes (les anciens toxicomanes connaissent mieux leur dose-limite) et les sortants de prison. Certains s'offrent à ce

moment-là le grand shoot. Ou encore, lorsqu'une personne apprend sa séropositivité.» L'apparition du sida a bouleversé le travail des médecins, psychiatres et autres assistants sociaux qui prennent en charge les toxicomanes. Une clientèle déjà pas facile, souvent redoutée. «Je me sens dépité quand j'apprends qu'un de mes patients a récidivé ou qu'untel est mort d'overdose. On a parfois l'impression de se battre contre des moulins à vent», dit le D^r Abergel qui travaille aux Quatre-Chemins. Deux rues plus loin, au centre municipal de santé Sainte-Marguerite, le D^r Angles suit régulièrement une dizaine de toxicomanes. Avec eux, il a passé une sorte de contrat moral : «On se choisit mutuellement». Mais ceux qui fran-

chissent les portes d'un cabinet médical n'ont pas toujours des intentions très claires : «Soit ils viennent faire leur marché, soit ils viennent pour se sevrer», explique le D^r Angles qui a décidé fermement de répondre non à des demandes de produits. Dans le débat actuel sur les drogues de substitution, il a choisi son camp.

L'écoute et le dialogue

Depuis que le sida fait des ravages, certains médecins ont en effet décidé de donner à leurs patients toxicomanes des dérivés opiacés en comprimés. De cette façon, ils reviennent régulièrement dans leur cabinet, ils sont suivis médicalement, ne se piquent plus, quittent les circuits de la délinquance qui leur permettaient de

s'approvisionner et peuvent reprendre une vie presque normale. «Ça permet de limiter la casse», commente un médecin pantinois, convaincu depuis qu'il voit le sida se propager rapidement ; mais persuadé en même temps de jouer un rôle ambigu de dealer en blouse blanche. De leur côté, les cinq centres de soins de la Seine-Saint-Denis - un département où aucun programme Méthadone n'est prévu - ont d'ores et déjà engagé la réflexion sur les produits de substitution.

Le D^r Angles, lui, a choisi d'autres voies, basées sur l'écoute et le dialogue. «Tout le problème est de faire émerger que la douleur du manque est moins grande que la souffrance cachée dessous. C'est un travail de fond de reconstruction de la personnalité. Pour faire réappa-

raître l'humain sous l'esclave.»

Patrick a aujourd'hui 33 ans et son témoignage a valeur d'avertissement. A 18 ans, il a commencé à se «shooter», régulièrement une fois par semaine. Mais cette routine qui le maintenait sur le fil du rasoir, a fini par mal tourner. «Je suis resté douze ans sans être accro, dit-il, je ne pensais vraiment pas que ça pourrait m'arriver un jour.»

(1) L. 628 : usage illicite de stupéfiants. Les peines encourues sont de deux mois à un an de prison et/ou 500 à 15 000 francs d'amende. L. 627 : trafic de stupéfiants. Les peines peuvent aller de deux à dix ans de prison, vingt ans s'il y a eu importation de drogues. On peut y ajouter des amendes importantes.

Quand le Sida s'en mêle

En Seine-Saint-Denis, le sida fait des ravages parmi les toxicomanes.

Ils seraient un sur deux à souffrir de cette maladie.

Des associations comme le CCFEL aident ces personnes doublement victimes et pourtant abandonnées.

Par Gwénaél le Morzellec

Trois associations œuvrent à Pantin pour aider les toxicomanes à lutter contre le sida. La plus active rencontre les héroïnomanes et cocaïnomanes depuis un an. Il s'agit du Centre pour la communication et la formation dans l'espace local, le CCFEL, installé à la Maaform, rue Victor-Hugo. La deuxième, Séro-Plus-Banlieue, créée il y a plus d'un an, pilotée par le D^r Jean-Paul Rey, maire adjoint à la santé, se contente pour le moment de témoigner et d'informer. La dernière née des associations tient à taire son nom : seule la discrétion permet d'obtenir la confiance de ces malades marqués par l'exclusion. Nous avons suivi les membres du CCFEL

pour mieux comprendre l'impact de leur action et les difficultés rencontrées sur le terrain.

Sur les traces du Préservbus

Djamel allume une cigarette tout en conduisant le Préservbus du CCFEL. La fourgonnette multicolore, décorée par les élèves de l'école de peinture de Pantin, file vers Bondy. A son bord, un plan de banlieue, une liasse de questionnaires et un sac rempli de fioles d'eau de Javel. Elles servent à éliminer les virus du sida ou de l'hépatite B et C qui perdurent parfois sur l'aiguille des toxicomanes.

Voici un an que le Préservbus tourne à Pantin, Montfermeil, Clichy-sous-Bois, Bondy et

Villemomble. «Depuis 1989, nous avons décidé d'aller à la rencontre de personnes qui souffrent pour les écouter et les aider là où elles vivent, dans les cités, les squatts, les cages d'escaliers», explique Karim Abboub, le responsable du CCFEL, spécialiste en psychiatrie sociale, impliqué depuis longtemps dans des réseaux d'initiatives.

Tirée d'une expérience menée à Chicago dans les années 80, la fiole est distribuée à Paris depuis deux ans. A Pantin, une équipe de scientifiques, tel le D^r Lazarus, professeur de santé publique à la faculté de médecine de Bobigny, Vincent Jeantils, spécialiste de la toxicomanie et du sida à l'hôpital de Bondy, ou encore un sociologue et un anthropologue, orientent l'ac-



tion. Ils conseillent ceux qui sont sur le terrain en contact direct avec les toxicomanes, les «jeunes relais» formés à cette action de santé publique.

Kits de prévention

Presque tous ces «jeunes de terrain» sont d'anciens «usagers». Certains sont mêmes séropositifs. Ahmed, le jeune relais d'une cité de Bondy nord attend Djamel, son coordinateur, celui qui conduit le Préservbus au pied d'un immeuble. Ensemble, ils traversent le couloir du rez-de-chaussée. Dans un réduit cohabitent le vide-ordures et le compteur à gaz. C'est un

des endroits où Ahmed dépose pour les jeunes du quartier qui se piquent les «kits prévention». Chaque sachet en plastique contient deux préservatifs, une liste de coordonnées de centres de dépistage et de soins, et une fiole d'eau de Javel, avec un message : «Nettoyer votre seringue deux fois à l'eau de Javel puis rincer deux fois à l'eau, ne pas injecter le produit dans le flacon, ne pas utiliser l'eau pour le mélange. Stoppez le sida, ne partagez pas vos seringues». Ahmed glisse sa main entre les tuyaux du compteur et, avec précaution, en retire deux seringues. Par terre, un kit ouvert contient encore la fiole. Les préservatifs, eux, ont disparu. «Les toxicos ont dû changer d'en-

droit, commente-t-il, les fioles portaient régulièrement avant.» Ahmed sait aborder ses anciens compagnons de galère dont il connaît les caches. Quand il les croise, il retourne chez lui pour leur rapporter des kits. «Ça se passe surtout le matin vers 10-11 heures. Dès le réveil, les toxicos pensent à la came.» Ahmed estime que d'être écoutés leur fait du bien. «On parle de notre action, puis de tout et n'importe quoi, souvent de leurs problèmes de santé, comme le sida.» Ce jeune relais n'a jamais pu amener un de ces malades vers les centres spécialisés. «Ils affirment vouloir arrêter, mais le jour du rendez-vous venu, ils ne sont pas là.» Pourtant, Ahmed croit avoir contribué au sevrage

de deux jeunes à force de discussions. Une grande victoire et un encouragement pour ce travail de longue haleine.

La tournée des cages d'escalier

A Montfermeil, Ali, l'homme relais des Bosquets, fait aussi la tournée des cages d'escalier. Pas moyen aujourd'hui de trouver le lieu de vente. Au café, il serre la main d'un voisin : «Celui-ci a chaud, il vient de se "fixer"», explique-t-il. Sur la «pelouse», carrefour entre deux barres d'immeubles, il salue trois connaissances. «Ceux-là cherchent le revendeur, ou s'en vont acheter des seringues», explique Ali. Une des barres presque vidée de tous ses locataires, vouée à la destruction ce mois-ci, offre une façade de désolation : les fenêtres sont presque toutes cassées. Au premier étage, l'appartement noirci par un incendie était celui du dealer. «Les jeunes du quartier lui ont cassé la tête il y a trois semaines puis ont brûlé son squatt. Le dealer, pas découragé, continue son trafic.» D'après ce collaborateur du Préservbus, les jeunes qui ont vu leurs grands frères tomber dans la drogue, haïssent les dealers et rejettent les toxicos. «C'est difficile pour moi de travailler pour la prévention drogue-sida. Ils me connaissent comme un "ancien" et associent les fioles à la drogue.» Souvent les voisins dénoncent les jeunes «accros» à la police.

A Pantin, ils attendent leur «shoot» dans le square Stalingrad à côté du cinéma, près du

centre commercial, dans des squatts du quartier Hoche et des Quatre-Chemins. Le CCFEL manque d'hommes relais et touche moins d'«usagers» sur la commune car ils achètent et consomment plus souvent à Paris. En juin 1993, selon le Centre régional d'information et de prévention du sida, c'est bien en Seine-Saint-Denis que le mode de transmission par transfusion de drogue est le plus fort, bien plus qu'à Paris. Sur mille quatre cent dix-huit déclarations de sida, environ une sur trois émane d'un toxicomane. Valeur qui place le département au quatrième rang français après les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône et Paris.

Un usager sur deux est séropositif

«Ces données sont sous-estimées, lance Vincent Jeantils, membre du conseil scientifique du CCFEL. Elles proviennent des institutions médicales qui sont de véritables lieux aristocratiques, en décalage avec la réalité. Selon l'enquête épidémiologique faite sur le terrain dans les cités par notre association, deux personnes sur cinq affirment ne consulter aucun professionnel de la santé et 3 % seulement se tournent vers des structures très spécialisées. Presque la moitié des usagers de drogue par voie intraveineuse sont séropositifs, soit 47,4 % d'entre eux. Un sur quatre ne connaît pas son état de santé.» Ces résultats proviennent d'un questionnaire rempli par cinquante-



Le Préservbus sillonne les banlieues. A bord : Javel et préservatifs

Trafics et trafiquants

Au chapitre «stupéfiants», 1 472 personnes ont été interpellées en Seine-Saint-Denis dont 1 123 pour usage, au cours de l'année 1992. A titre de comparaison, il y en a eu 7 191 à Paris et 54 468 au total en France. D'après le tribunal de Bobigny, les services départementaux de police ont saisi 78 kg d'héroïne, 575 kg de cannabis ou de résine de cannabis et 479 kg de cocaïne en Seine-Saint-Denis, au cours de l'année 1991. Ces chiffres tiennent compte des saisies de drogue effectuées à l'aéroport de Roissy. Il faut également préciser que d'autres services de police sont parfois amenés à intervenir sur le département. Ces chiffres ne prennent pas en compte leurs prises.

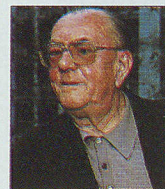
sept usagers, dont onze Pantinois. Aux yeux de Vincent Jeantils, ils justifient le travail sur le terrain accompli par l'association.

Trois mille fioles distribuées

Malgré ces graves lacunes révélées et le travail de fourmi pour y remédier, le CCFEL est menacé de disparition. Le bilan est pourtant à son avantage. Il a touché cinq cent cinquante usagers, distribué trois mille fioles et neuf mille préservatifs, organisé de nombreuses réunions, dont la soirée-débat du mois de juin au Ciné 104, qui avait rassemblé quatre cents personnes, et contacté des dizaines d'associations. Mais il n'a plus d'argent.

Les 727 000 francs de subvention de 1993 alloués par l'Association française de lutte contre le sida, l'État pour l'aide à l'emploi, le Fonds d'action sociale et la Fondation de France sida-urgence, ne sont pas reconduits. «Le besoin qu'a révélé notre association devrait être maintenant reconnu par les collectivités territoriales», estime le professeur Antoine Lazarus, membre du conseil scientifique. Depuis décembre, le CCFEL a débauché dix des treize permanents et parvient à rémunérer une équipe de survie grâce aux stages de formation qui se déroulent aux Courtilières dans le cadre du futur contrat de ville. Des intervenants du CCFEL aident des policiers, des agents de la Caisse d'allocations familiales, des assistants sociaux, des responsables d'associations, à construire un réseau pour créer une action sociale collective. Aujourd'hui, l'association en est réduite à trouver d'éventuels sponsors industriels tandis que le couple mortel drogue-sida poursuit ses dégâts.

Dans l'enfer de



Jacques Pain a vécu l'horreur quotidienne de la déportation, et la solidarité internationale jusqu'à l'insurrection pour la liberté. Dimanche 24 avril, journée nationale du souvenir.

Par Pierre Gernez

Je suis arrivé au camp de concentration de Buchenwald en décembre 1943, après quatre ou cinq jours de train, à cent vingt par wagon, sans nourriture, sans eau. Il neigeait. Nous avons été «accueillis» par les SS, les chiens et les coups de trique. Je connaissais l'existence des camps nazis pour avoir milité contre le fascisme hitlérien dès 1933. Mais je n'en imaginai pas toute l'horreur. Au milieu du camp se dressait la cheminée des fours crématoires. Nous devions ramener les cadavres des usines voisines pour les brûler.

Buchenwald était un camp de triage de déportés. Il ne fallait pas se déclarer intellectuel ou scientifique, car c'était immédiatement le transfert vers les constructions d'usines souterraines, comme Dora, où les Allemands allaient fabriquer les V1 et les V2. La moyenne de vie y était de six semaines. Un camarade hollandais m'a conseillé d'être «menuisier». Je portais le matricule 38 489, bloc 34. Nous étions debout vers 4 ou 5 heures du matin. J'étais chef de table et je distribuais le pain à trente-deux compagnons lorsque tout le monde était sorti des lavabos et m'avait donné un jeton. J'en ai fait fabriquer des faux pour ne pas trop laisser souffrir des trainards. Dès qu'une quinzaine de gars étaient prêts, j'allais chercher le pain. Puis, nous allions sur la place d'appel, avant le travail. Ça durait des heures dans le froid, sous la pluie. Le midi, on avait une pause et le droit de s'asseoir un quart d'heure sur une pierre gelée. On avalait une lavasse appelée «café». Après,

on reprenait le boulot. Le soir, nouvel appel... Peu après mon arrivée, j'ai eu la scarlatine. Une chance, car je suis resté un mois à l'hôpital. De retour au bloc, je n'étais pas en bonne santé pour autant : j'avais de l'arthrite et des rhumatismes dans les épaules et aux pieds. Il fallait marcher dans la neige avec de petites chaussettes et des savates en bois et je devais monter au troisième niveau des bas flancs pour me coucher... Ce n'était pas moins pénible. A l'hôpital, je n'ai pas reçu de manteau comme les autres. En plein hiver, je ne portais qu'une veste d'été. Mais on récupérait souvent les vêtements des détenus qui avaient été exécutés. J'étais très faible. Le chef de bloc a donc voulu m'envoyer dans un transport. J'ai dit au médecin SS mes problèmes de santé. Au mot «scarlatine», il m'a retiré du groupe. J'ai ainsi échappé à la mort. On savait peu de choses sur ces convois qui portaient des noms de code, mais cela signi-

A gauche, Jacques Pain à l'époque de son arrestation en 1942. A droite, à son retour du camp en 1945 : il pesait 33 kg.



D.R.



D.R.

fiait souvent les mines de sel ou les usines souterraines. Il valait mieux rester dans un atelier du camp. Nous y étions à l'abri et ça permettait de faire du sabotage, avec les risques que ça comportait. Une grande partie des camarades survivants ont échappé à ces convois. Pour en éviter un deuxième, mes compagnons m'ont déclaré «électricien». Je suis devenu magasinier dans une usine pendant un an, jusqu'au bombardement d'août 1944. Buchenwald n'était pas un centre d'extermination, bien que les nazis y aient programmé une durée de vie de neuf mois par déporté. Ils ont assassiné un grand nombre de nos copains, des soldats soviétiques, et au moins seize pilotes anglais qu'on a essayé de cacher en échangeant leurs identités avec des morts. Finalement, nous n'en avons sauvé qu'un seul. J'ai vu aussi des accusés du complot du 20 juillet 1944 contre Hitler. A la libération du camp, j'ai visité leurs cel-

Buchenwald

lules recouvertes de sang. Dans cette prison, les détenus y étaient torturés. Une boucherie... Leurs cadavres finissaient au crématoire. De septembre à octobre 1944, j'ai travaillé dans un Kommando (1) du chemin de fer. Je vidais des wagons de vêtements et de chaussures en provenance d'Auschwitz. Malgré l'interdiction, on s'habillait avec. Une troisième fois, j'ai été inscrit pour un convoi, parce que j'avais bousculé un contre-maître polonais qui tapait sur un Français. Au dernier moment, j'ai été sauvé par les copains qui m'ont déclaré «spécialiste». Je suis alors devenu «expert» en lunetterie jusqu'en avril 1945. Je vérifiais la réparation de jumelles de la Wehrmacht. C'était des séries de dix. On se démerdait en fin de

chaîne pour saboter le travail. Si une seule n'était pas conforme, nous les repassions à l'atelier. Nous en sortions à peine une dizaine par jour, sous le contrôle d'opticiens réputés, Zeiss-Ikon. Notre patron, un officier, était un neveu de la famille Zeiss. Je travaillais dans la baraque où Ernst Thälmann (2), président du parti communiste allemand, et le pasteur Martin Niemöller (3) avaient été détenus. Nous le savions. Les nazis ont attribué la mort du dirigeant communiste au bombardement allié. En réalité, ils l'ont fusillé quelques jours après. A Buchenwald, j'ai retrouvé Guy Ducoloné (4) et Marcel Paul (5). A la libération du camp, j'ai aperçu Léon Blum (6) en résidence surveillée avec sa femme. Sur la fin, j'ai décidé de ne plus revenir dans

l'atelier d'optique. De toute façon, les Allemands étaient excédés par notre lenteur. Ils m'ont affecté à la vérification de niveaux de géomètres. Je faisais trois piles distinctes : les bons, les moyens à réparer et les mauvais à réformer. Et tous les matins, celui qui faisait le ménage, mettait tout à terre en balayant, donc je recommençais. Malgré tout, nous organisions la résistance. J'étais devenu officiellement «pompier auxiliaire». Sous ce titre se cachait un groupe de la brigade française d'action libératrice. Nous faisions de la gymnastique. C'était aussi un moyen pour nous préparer à l'insurrection. Nous surveillions le bloc à chaque alerte aérienne. En 1945, les avions américains survolaient le camp de nuit, car c'était un point de repaire pour bombarder le nord et l'est du Reich.



Claire Passignat-Gleize

Le four crématoire du camp, lieu de souvenir. « Nous devons y amener les cadavres pour les brûler. A Buchenwald, la durée de survie était programmée pour neuf mois. Elle était de six semaines dans les usines souterraines. »

TÉMOIGNAGE

Dans l'enfer de Buchenwald



Clare Passignat-Gleize

Sur la grille d'entrée du camp, une devise qui signifie : «à chacun son dû»

Au fur et à mesure que de nouveaux détenus arrivaient à Buchenwald, nous apprenions le débarquement en Normandie, puis la libération de Paris et l'avance de l'armée soviétique. Et des copains de trente pays différents qui travaillaient dans les casernes SS, nous renseignaient aussi. En avril 1945, les nazis voulaient fuir et une colonne SS stationnée à Weimar, à quelques kilomètres, devait liquider le camp.

Le mercredi 11 avril 1945, le rapport de force nous a permis d'agir. Le comité clandestin international a donné l'ordre au corps franc, composé de Russes et d'antifascistes allemands, d'attaquer un mirador. Une autre équipe a coupé les fils de fer de l'enceinte avec de grandes cisailles fabriquées ou volées dans les usines, et un dernier groupe a couché des matelas sur les barbelés. Les Français devaient prendre la porte principale. On a eu le mérite de le faire, mais elle n'a pas été très défendue, parce que les nazis, débordés, se sont enfuis.

Puis, nous avons pris d'assaut le commandement du camp, mais il n'y avait déjà plus personne. On a vidé toutes les casernes SS de l'armement laissé sur place et on a «nettoyé» la forêt tout autour. Nous avons fait trois cent cinquante prisonniers. Très peu ont été liquidés, car nous voulions les livrer aux Alliés. Les premiers Américains sont arrivés trois ou quatre heures après mais ne sont pas restés.

Les trois jours qui ont suivi, nous sommes restés seuls, tranquilles et disciplinés. Mais les SS avaient détruit l'arrivée d'eau. Nous en manquions cruellement car il restait encore soixante mille détenus. Les Américains se sont installés au camp. Ils ont cru bien faire en nous donnant de la soupe avec de la

viande, de la graisse et de l'eau. C'était trop ! Tout le monde a eu la dysenterie. Certains en sont morts. Leur second «cadeau» fut de rétablir les barbelés et de nous enfermer dedans ! Cela préfigurait la suite...

Le retour à Paris a été un cafouillage monstre : l'armée française devait nous rapatrier, mais elle n'en avait pas les moyens. Le ministère des Anciens Combattants voulait nous faire rentrer en uniforme pour passer inaperçus. Nous avons refusé. Nous sommes enfin partis à Metz en train de marchandises pour débarquer... au camp militaire de Revigny. Nous avons fait une manifestation ! Grâce aux cheminots qui ont réquisitionné un train et deux locomotives, nous sommes enfin arrivés à Château-Thierry. La Croix-Rouge nous y attendait avec du café et du vin. Nous sommes repartis jusqu'à... Pantin, où nous avons dû attendre qu'une fanfare nous accueille à la gare de l'Est pour nous jouer la Marseillaise. Nous avons chanté l'Internationale. Des cars de police nous ont emmenés à l'hôtel Lutétia, où les déportés étaient regroupés. On a bu un verre avec des copains et je suis rentré à Bondy chez mes parents. C'était très exactement le mardi 8 mai 1945.

- (1) Kommando : groupe de travail
- (2) Ernst Thälmann, président du parti communiste allemand, arrêté par les nazis en 1933 et assassiné à Buchenwald en août 1944.
- (3) Martin Niemöller, pasteur allemand opposant au régime nazi.
- (4) Guy Ducoloné, président de l'Amicale des anciens déportés de Buchenwald-Dora, ancien vice-président du groupe communiste à l'Assemblée nationale.

Une vie militante

Président du comité d'entente des associations d'anciens combattants de Pantin et, au plan départemental, de la Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes, la FNDIRP, Jacques Pain est né le 22 janvier 1921 à Paris. A onze ans, il déménage à Bondy et adhère à la jeunesse communiste, bien qu'il ait fréquenté une école catholique privée dans Paris... Dès 1933, ce fils de cheminot milite dans divers mouvements de solidarité, notamment en 1936 au Front populaire et pour l'Espagne républicaine. Ou encore au syndicat CGT du Livre, dès 1935. Il travaille dans une imprimerie jusqu'en juin 1940. A la débâcle, Jacques Pain se présente volontaire à la gendarmerie, mais l'armée française ignore sa volonté patriotique, et très vite, malgré l'occupant, le jeune militant organise l'entraide, puis l'action clandestine à Bondy.

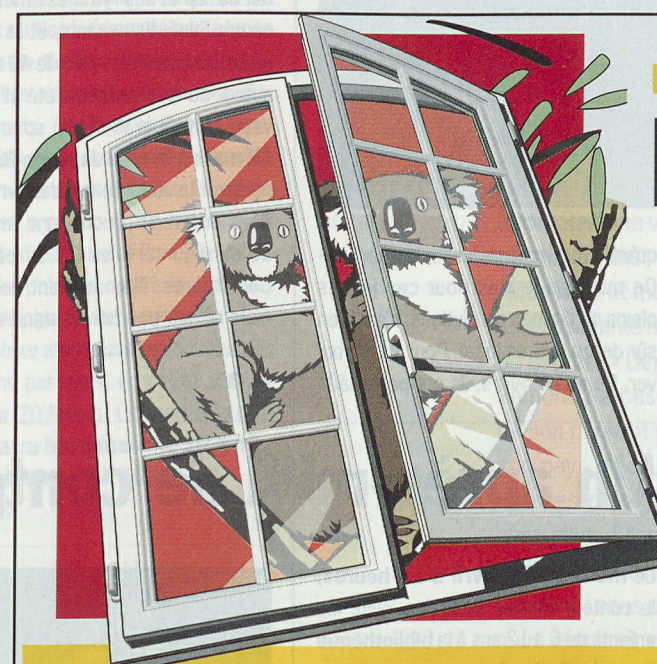
Arrêté par la police française le 5 octobre 1940, Jacques Pain s'évade le 17 août 1941 du camp d'Aincourt, près de Mantes. Il reprend la clandestinité sous une fausse identité en banlieue sud, et rejoint les FTP, au secteur imprimerie de tracts et de journaux. Repris le 13 novembre 1942, il passe un an à la Santé, puis est livré aux Allemands qui le transfèrent au Fort de Romainville, puis à Compiègne. Et le déportent à Buchenwald. A son retour, administrateur du journal *Avant-garde*, Jacques Pain épouse Yvette Brissiaud et devient directeur général de la *Vie ouvrière*. En septembre 1967, Jean Lolive, député-maire de Pantin, crée la Sémip et nomme l'ancien résistant directeur général de la nouvelle société d'économie mixte pantinoise. En invalidité depuis le 31 mars 1978, ce père d'une fille et grand-père de trois petits-enfants a mis longtemps avant de pouvoir témoigner de l'horreur. «Je ne cultive pas les souvenirs, mais ils reviennent sans cesse.»

P. G.

- (5) Marcel Paul, résistant, ministre de la Production industrielle en 1945, sous son impulsion furent créés l'EDF-GDF et le statut du personnel, co-fondateur de la Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes, la FNDIRP.
- (6) Léon Blum, ancien président du Conseil sous le Front populaire, arrêté en 1940.

VOUS AVEZ 5 RAISONS POUR CHANGER VOS ANCIENNES FENÊTRES :

- Pouvoir les ouvrir ou les fermer par une manœuvre douce et précise, grâce à des ferrures de qualité ;
- Refuser les passages d'air entre les bois mal ajustés et qui l'hiver vous obligent à vous éloigner des fenêtres ;
- Vous isoler du froid en évitant la chaleur de disparaître au travers des vitrages ;
- Vous protéger des bruits extérieurs, qui aujourd'hui, représentent une nuisance de plus en plus forte ;
- Vous défendre contre les risques d'effraction en adoptant un vitrage spécial.



fenêtres
LORENOVE

- DIAGNOSTIC GRATUIT PAR NOTRE TECHNICIEN
- FABRICATION SUR MESURE DANS NOS ATELIERS
- MONTAGE ASSURÉ PAR DES PROFESSIONNELS

92
COURBEVOIE
1/47 89 45 90

93
LE PRÉ ST GERVAIS
1/48 44 69 15

94
IVRY S/ SEINE
1/46 58 11 55

REEMPLACER VOS FENÊTRES

C'est notre Métier

SHOW-ROOM
146, RUE DE RIVOLI

N° 05 220 220

- Prétendre que vos fenêtres sont de bonne qualité, c'est bien. Procurer une certification C.S.T.B. de vos menuiseries, c'est mieux.
- Prétendre être qualifiés, c'est bien. Procurer un certificat de qualification de l'OPQCB, c'est mieux.
- Prétendre que vos fenêtres sont garanties 10 ans, c'est bien. Présenter un contrat pour assurer cette garantie, c'est mieux.

DE NOMBREUX CLIENTS NOUS ONT FAIT CONFIANCE, DEMANDEZ DES RÉFÉRENCES
LES FENÊTRES LORENOVE, POUR VOUS CHANGER LA VIE...!



QUARTIERS

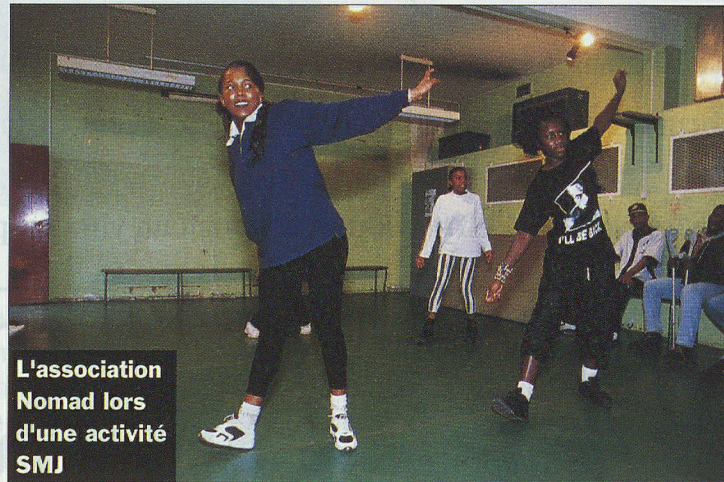
LES COURTILLIÈRES

Pas fous, les jeunes !

Ils s'appellent Foudil, Kadiatou, Fati, Ousman. Ils sont jeunes et ont des projets plein la tête. Tout a commencé il y a environ neuf mois. Musiciens, chanteurs, danseurs des Courtillières et de Bondy, se sont réunis autour d'un spectacle itinérant dans de l'Hexagone.

« On s'est connu pour la plupart au centre de loisirs Siloë, explique Kadiatou, nous avons fini par former un groupe d'une soixantaine de jeunes. Quelques-uns sont partis en tournée. Pas de salle de répétition, alors on ne se produit ensemble qu'au dernier moment. Les danseurs dansent sur une cassette, les musiciens et les chanteurs jouent et chantent séparément. On faisait les fêtes de village et on était logés par les mairies. Là, un esprit de groupe s'est vraiment formé, et on a eu l'idée de se monter en association. »

« Nomad » est née. Avec une double signification : Non fous en anglais, parce que volontaires, et nomades



L'association Nomad lors d'une activité SMJ

parce que l'objectif de partir en tournée est toujours présent. Des projets à revendre, que les adhérents ont bien l'intention de mettre en application. « Il ne se passe jamais rien au parc, ajoute Kadiatou. Cet été, on aimerait participer à un projet de cinéma en plein air, créer une antenne de télévision ainsi

place du marché et à un bar sans alcool, initiative d'une autre association de quartier, Atlas, avec laquelle ils aimeraient bien s'associer.

En attendant la fête des Courtillières, Montrognon et les tournées estivales, ils dansent plusieurs fois par semaine sur du modern jazz, du new jack, du rai, du rap et des rythmes africains, au centre Siloë. Ils existent, et ils créent. A leur actif : un film vidéo de 40 minutes autour de leur tournée d'été et un nouveau en préparation. Un spectacle le 12 mars à la salle Jacques-Brel pour célébrer la Journée de la femme.

Dans un avenir proche, une rencontre de danse intervient 93 au parc des Courtillières. Nomad vient de naître, mais on n'a pas fini d'entendre parler d'eux !

A.-M. G.

Un après-midi de contes

Le mercredi 20 avril à 15 heures, le conteur Hamed Bouzzine invite les enfants de 6 à 12 ans à la bibliothèque Romain-Rolland.

Né à la lisière du Sahara, Hamed propose à son auditoire un voyage à travers le désert. Son répertoire s'inspire des légendes et mythes berbères, touaregs, arabes. Musicien, il allie la parole à la musique : percussions, chants berbères, rythmes jazz et afro-jazz. Venez nombreux écouter celui dont la création mêle subtilement l'apport de la tradition et l'exigence de la modernité. Entrée libre sur réservation au 49.15.45.44.



D.R.

Le troisième âge fête Pâques

Le jeudi 14 avril à partir de 14 heures, les personnes du 3^e âge pourront se réunir autour du thème de Pâques et confectionner des pâtisseries. Après les plaisirs du palais, ceux de la danse.

Foyer Courtillières, mairie annexe. Participation 5 francs. Inscriptions au centre communal d'action sociale 84-88, avenue du Général-Leclerc jusqu'au lundi 11 avril.

LES QUATRE-CHEMINS

Les écoliers sur le chemin du cinéma

L'Espace Cinémas flirte avec les jeunes. Enfants et adolescents des centres de loisirs, écoles maternelles et primaires, collèges et lycées constituent déjà plus de 10 % des fréquentations. Le cinéma allume ses projecteurs pour les groupes, au prix de 20 francs la séance, le matin ou en tout début d'après-midi. Les professeurs peuvent même réclamer des films non programmés, comme dernièrement *Deans*, un film social sur les filatures du Nord, demandé par le lycée Marcelin-Berthelot. A Pantin, le collège Jean-Lolive est le plus assidu des établissements. *Germinal* et *Danton*, spécialement commandés, ont rassemblé plusieurs centaines d'élèves. L'Espace Cinémas a proposé en mars, à la demande du CES Joliot-Curie, le *Mal du pays*, film polonais contre le nazisme, et *Philadelphia* en sortie nationale. Mais le complexe attire aussi les adultes. Un dimanche par mois, on peut y voir un film pour 20 francs. Ce mois-ci la promotion aura lieu dimanche 10 avril. Réservation au 48.46.09.17. Gw. M.

Acquisition pour réhabilitation

Quelques-uns des propriétaires de l'immeuble situé au 13 rue La Pérouse, proche de la ZAC de la Chocolaterie, désirent réhabiliter leur bâtiment dans le cadre des objectifs de l'opération programmée d'aménagement de l'habitat (Opah). Afin de participer à cette dynamique, la ville a décidé d'acquérir pour la somme de 159 000 francs deux logements libres sous les combles de l'immeuble et de les recéder après travaux.

Au cours du dernier conseil municipal, la ville a voté le principe de poursuivre l'acquisition de lots d'appartements sur le 11 rue Berthier et le 20 rue Pasteur. Il s'agit de deux immeubles insalubres destinés à la démolition qui seraient remplacés par deux petites opérations de logements sociaux. La ville a également acquis un local commercial vide de 60 m² au 21 rue Magenta, au prix de 150 000 francs, un coût peu élevé qui devrait permettre la réinstallation d'un commerce, alimentaire de préférence.

Tête d'affiche

RAMONA LASLAH

Franco-algérienne

Parfois, du choc de deux cultures, peut naître un changement. Pour preuve, Ramona Laslah, jeune femme maghrébine de 28 ans, s'exprime librement et accepte de se laisser photographier.

Originaire ainsi que son mari de Mers-el-Kébir, Ramona vit au parc des Courtillières depuis dix ans.

« Mon mari et moi avons quatre enfants. Je suis assistante maternelle attachée à la PMI du quartier. » Depuis son arrivée en France, Ramona n'a cessé de se battre avec l'aide de son conjoint pour mieux s'intégrer dans son pays d'accueil. « Ici beaucoup trop de femmes maghrébines restent enfermées chez elles. Elles ne sortent que pour faire le marché et aller chercher leurs enfants à l'école. Si nous pouvions avoir un local pour nous réunir et organiser des activités, ça leur permettrait de se sentir mieux dans leur vie. »

Ramona a beaucoup de chance. Son mari, ouvrier-électricien, 46 ans, a un esprit très ouvert : « Il m'a incité à sortir de la maison pour prendre des cours de français à la mairie annexe. Quand on reçoit des formulaires administratifs à remplir, il m'apprend à le faire. Il tient aussi à ce que je passe mon permis de conduire. C'est un homme vraiment très bon. » Ramona a envie que son quartier bouge et elle est prête à collaborer avec la mairie annexe pour apporter un mieux vivre à ses concitoyens exilés.

Chez elle, le séjour donnant sur le parc est orné de nappes et de rideaux en dentelle blanche. Par gentillesse, générosité et sans doute pour ne pas faillir à la tradition, le thé à la menthe est servi accompagné de délicieux gâteaux sucrés. « Je me sens à moitié française, et à moitié algérienne. Nous n'allons dans notre pays que tous les



“Le choc de deux cultures”

deux ans. Là-bas, tout le monde se connaît. Les gens de mon quartier forment une grande famille. Pendant la journée, les femmes vivent entre elles. Elles vont prier à la mosquée ou se détendre au hammam. Ici, c'est tellement différent», dit Ramona, en soupirant.

Au-dessus et au centre de la table de la salle à manger trône un tableau où sont inscrits des caractères arabes. « Il sert à prier Dieu et le prophète Mohamed avant de s'endormir. » Ramona sourit. Son sourire est très tendre. Ses yeux très doux. Le lieu est calme. Serein.

A.-M. G.



QUARTIERS

CENTRE

La résidence des Coursives rajeunit



A droite
Pascal
Friquet,
à gauche
Frédéric
Raynouard

Il y a tout juste un an, Frédéric Raynouard, chargé de mission au développement social urbain, et Pascal Friquet, gérant, présentaient un projet de mini-réhabilitation de la résidence des Coursives. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Canal : Le programme de travaux a-t-il été totalement réalisé ?

Pascal Friquet : La totalité du programme n'a pu être effectuée pour une raison très simple : les subventions étaient bloquées au niveau du ministère de l'Équipement. Par contre les opérations de communication, le contact avec l'amicale des locataires, la présentation des projets, tout a pu être résolu. Nous avons enfin obtenu la subvention en décembre. Elle se monte à 1 million de francs. Les travaux qui ont commencé en mars, devraient durer jusqu'à fin juin.

C. : Quels sont les travaux réalisés l'an dernier ?

P. F. : La réfection de l'ensemble des ascenseurs : cabines et machinerie. Le remplacement de la totalité des chaudières individuelles. Restent à traiter l'aspect et la convivialité de la résidence, le réaménagement des coursives, des halls d'entrée et de la cour extérieure. Frédéric Raynouard : Il ne s'agit de pas d'une réhabilitation. On ne peut pas tout refaire. L'objectif est de choisir et de concentrer toute notre énergie sur les lieux les plus sensibles.

P. F. : Le programme des travaux se chiffre dans son ensemble à 4 millions de francs : 1 million de subventions de la Direction départementale de l'équi-

pement, 3 millions du Logement français pour une amélioration de la sécurité de la résidence (incendie, parkings, gestion des contrôles d'accès).

F. R. : Ce qui est tout à fait nouveau, c'est qu'il y a dix ans, les quatre halls auraient été identiques. Aujourd'hui, ils vont être réaménagés différemment pour créer une identité de vie. Les fresques murales, par exemple, auront des motifs et des couleurs différentes, résistant aux dégradations.



Le 5 mars dernier, à l'angle de la rue du Pré-Saint-Gervais et de l'avenue Jean-Lolive, une conduite d'eau de 200 millimètres implosait en sous-sol entraînant des dégâts importants sur la chaussée et de grosses perturbations dans la circulation automobile et piétonne à un carrefour particulièrement stratégique... La Compagnie générale des eaux a pris à son compte le remplacement de la conduite défailante tandis que les travaux de réfection voirie ont été effectués sous la houlette du département.

C. : Qu'en est-il de l'aménagement de la dalle ?

P. F. : Plusieurs projets seront proposés aux locataires. Rendre le lieu totalement paysagé et non accessible aux habitants, ou créer un mur de tennis et un panneau de basket, ou bien encore un mélange des deux. D'ores et déjà, les espaces verts de la dalle ont été refaits grâce à une subvention municipale.

C. : Comment avez-vous renforcé la sécurité des accès aux immeubles ?

Les locataires auront besoin d'un badge pour entrer chez eux.

Les habitants du 2-8 rue Scandicci ne pourront plus entrer au 10-12, et inversement. Chaque badge aura un numéro individuel confidentiel et déprogrammable par Minitel en cas de perte.

Les portes elles-mêmes résisteront aux chocs les plus violents.

C. : Que faire en cas d'incident le week-end ou le soir en dehors des heures de disponibilité du gardien ?

F. R. : Un nouveau système vient d'être mis en place : le Logement français service d'urgence. On propose aux loca-

taires un numéro de téléphone, le 40.13.10.64. Une personne est à leur écoute 24 heures sur 24 pour régler les problèmes de dysfonctionnement graves (incendie, panne d'ascenseurs, dégâts des eaux...)

A.-M. G.

OPHLM

Le conseil municipal, le 3 février dernier, a donné son accord à l'OPHLM afin qu'il puisse contracter un emprunt de 50 600 000 francs auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Ce prêt concerne la construction de cent vingt-cinq logements et places de stationnement. Cette deuxième tranche de l'opération touchant le 83bis à 87 avenue Jean-Lolive et le 10-12 rue Cornet, concerne outre les logements précités, la construction du nouveau centre municipal de santé Cornet et du nouveau centre de PMI. Les travaux devraient débuter au cours du premier semestre 1994 et se terminer fin 1995.

Aide sans frontière

Aide sans frontière, association humanitaire régie par la loi de 1901, est née en décembre dernier. Son objectif premier : aider le peuple ex-yougoslave en acheminant par voie terrestre des médicaments non périmés, de la nourriture, des vêtements. L'association est également à la recherche d'un local. Si vous voulez les aider, vous pouvez contacter son président : **M. Slobodan Stojanovic, 20, rue du Congo. Tél. : 48.43.62.84.** Votre solidarité sera la bienvenue.

Un goûter maison

A l'occasion des fêtes de Pâques, le centre communal d'action sociale (CCAS) propose un goûter dansant aux gourmets du 3^e âge. Les pâtisseries seront confectionnées par les participants eux-mêmes aidés de l'animatrice. A vos recettes !

Lundi 25 avril, foyer Congo : 18, rue du Congo. A partir de 14 heures. Participation 5 francs. Inscriptions jusqu'au mercredi 20 avril au CCAS.

ÉGLISE

La clinique de la Résidence rachetée

La clinique de la Résidence, en redressement judiciaire depuis le 1^{er} décembre 1993, a été rachetée lundi 7 mars par un groupe qui gère déjà douze cliniques, dont le principal actionnaire est la société Éloise située dans le Nord, à Louvroil, près de Maubeuge. Un nouveau directeur et gestionnaire, André Ben Soussan, vient de prendre ses fonctions. Il s'attachera dans un premier temps à «rééquilibrer la proportion entre le personnel médical et celui non qualifié», en licenciant neuf personnes sur les cinquante-trois salariés et en recrutant six ou sept infirmières et spécialistes. Par la suite, le groupe mènera à bien la réfection du bâtiment pour une mise en conformité de la sécurité. Ce chantier de 1 400 000 francs devrait démarrer en avril et n'occasionnera pas la fermeture de la clinique qui compte soixante-trois lits. Dans le courant de l'année 1994, la distribution des bâtiments devrait être à son tour rénovée.

Entrepôt de savon V 33 sur la route

Le projet de la voie de contournement du centre-ville pour le passage des poids lourds poursuit son avancée. Démarrant de l'avenue Édouard-Vaillant, elle longera les voies SNCF puis rejoindra l'avenue Jean-Lolive par la rue Delizy. Après l'élargissement du pont Delizy, l'an passé, c'est la partie comprise entre l'avenue Victor-Hugo et l'avenue Jean-Lolive qui pourra être élargie à deux fois deux voies d'ici un an ou deux. Le conseil municipal a approuvé la vente de l'immeuble 12bis, rue Delizy au département pour la somme de 563 000 francs. Il s'agit d'un entrepôt de savons abrasifs de dégrassage, le V 33.

Quatre salariés y travaillaient encore. La ville a proposé de reloger l'entreprise, mais la direction de la société préfère rapatrier cette activité de magasinage sur son site de production à Bagnolet.

Tête d'affiche

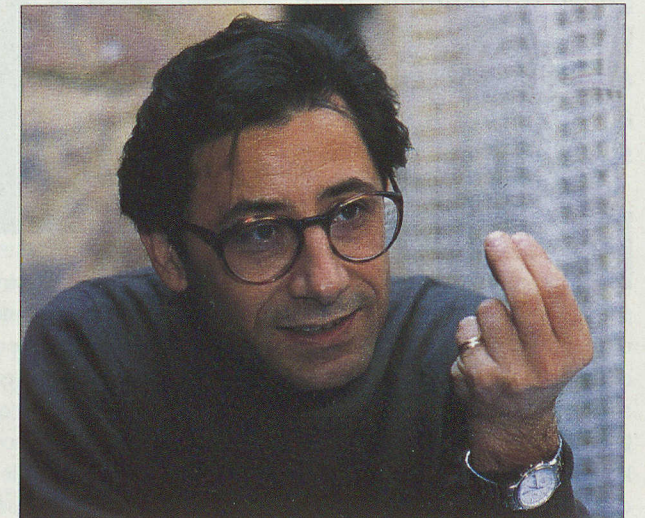
KAZEM SHARYARI

Kazem, le théâtre et rien d'autre

Chaque jour, cet habitant de la rue Palestro, la quarantaine, d'origine iranienne, ouvre la porte de l'Art studio théâtre créé en 1986. Il vient de construire lui-même son nouvel atelier à Paris, près de la porte des Lilas.

Son premier contact avec les planches, il le doit à un modeste comique qui anime les mariages à Téhéran. En cachette de ses parents, il devient à 6 ans le partenaire de l'amuseur pour quelques numéros de clown. A 9 ans, Kazem écrit sa première pièce et, à l'école, ne rate pas une occasion de pratiquer sa discipline favorite, tirer des larmes de ses auditeurs avec les mots qu'il assemble. Si bien que le journal de l'établissement publie un de ses devoirs, un poème à la gloire du chah. «Quand mon père, opposant au régime, l'a vu, il est devenu furieux. J'ai donc compris très jeune la gravité du pouvoir des mots.»

Tenace, il continue de s'adonner à sa passion, une chance que lui donne sa famille aisée et elle-même artiste. Devenu «une petite star en Iran», il totalise vingt-cinq pièces engagées en 1978. Elles lui valurent «menaces, tortures, aussi bien sous le chah que sous le régime de Khomeiny». Ce bouillonnant forcené du verbe libre explore alors de nouveaux horizons. Arrivé pour un



séjour de quinze jours en France, sans connaître la langue, il y demeure encore aujourd'hui et énonce les concepts et les pages de l'histoire de l'art comme un introuvable intellectuel du cru. Après une traversée du désert, se contentant de sandwiches pour tout repas pendant des mois, il trouve enfin sa voie pour continuer à vivre sa passion : former les dramaturges et les acteurs. Dans son atelier, il est guide pour la création, la lecture de textes et anime aussi un groupe de réflexion théâtrale. Ces travaux pratiques et intellectuels enregistrés sur bandes, il les annexe depuis peu dans un journal, *Miroir*. Mais il n'est pas au bout de cette tâche : avec deux cent cinquante stagiaires qui ont défilé depuis 1986 dans son atelier, cela donne des milliers d'heures à décortiquer !

Gw. M.

L'Art studio théâtre présente au 120bis rue Haxo à 20 h 30, jusqu'à la fin du mois d'avril, un spectacle, *Contre Expertise*, d'après *l'Exception* et la règle de Bertolt Brecht. Tél. : 42.45.73.25.

“La gravité du pouvoir des mots”

QUARTIERS

ÉGLISE

Chapelle des jeunes

La reconstruction de la chapelle des jeunes, détruite voici près de vingt ans, s'achève à la fin du mois.

Critiquée par certains habitants pour son allure qui tranche avec l'église du XVII^e siècle, elle est néanmoins très attendue par les paroissiens.

Depuis neuf mois, chaque mercredi, le chantier de la chapelle reçoit la visite des représentants de l'entreprise Billiez coordonnatrice des travaux, des techniciens de la ville, de l'architecte des Monuments historiques, du représentant du diocèse et du Père Étienne, prêtre de l'église Saint-Germain. «Je suis les travaux de très près, explique celui-ci, car nous apportons le point de vue des utilisateurs. Nous avons par exemple fait élargir la communication entre l'église et la chapelle.»

Les paroissiens, eux, s'émeuvent de l'allure moderne de cette bâtisse juste à côté de l'édifice du XVII^e siècle, monument classé. «Je me sens un peu désabusée», dit Marcelle, 70 ans, cabas à la main, venue faire son marché sur la place. Ses enfants ont suivi le catéchisme dans l'ancienne chapelle. «Ça n'est pas fait dans les matériaux de cathédrale», poursuit-elle en regardant les murs de parpaings qui s'élèvent près de la nef. «Le volume me paraît déséquilibré», lance d'emblée un autre vieux paroissien qui commente l'avancée des travaux à son petit-fils. L'ancienne chapelle, détruite vers 1975 pour consolider l'église, était en effet beaucoup plus petite mais s'y trouvait alors accolée. Résolument moderne, avec ses murs de parpaings bientôt recouverts, ses ouvertures métalliques rouges, le nouveau bâtiment abrite une petite chapelle de semaine pour de modestes cérémonies. Mais, il regroupe aussi un logement prévu pour le gardien, des bureaux, des sanitaires et la pièce maîtresse, une salle capable d'accueillir deux cents personnes et de se transformer en salle de



catéchisme, de réunion et même de culte. «Nous sommes restés attentifs à ne pas trop concurrencer le volume de l'église», explique Serge Carnus, adjoint à l'architecte des Monuments historiques chargé de suivre les travaux, en montrant dans la grande salle la charpente apparente traditionnelle qui donne un peu d'allure à l'ensemble. Face aux critiques, il souligne «que la logique d'avant le XIX^e siècle est respectée, les bâtiments religieux étaient alors cernés d'habitations. D'autre part, la hauteur des financements limite les ambitions architecturales.» L'ensemble coûte 6 200 000 francs. La direction régionale des affaires culturelles, l'évêché, la Région et le département apporteront près de la moitié des subventions, tandis que l'autre moitié reste à la charge de la ville.

Certains paroissiens redoutent la nouveauté, mais d'autres préfèrent se montrer pragmatiques. «Même si ce n'est pas une réussite esthétique, je suis satisfaite par la reconstruction», reconnaît Valérie qui fait ses achats au marché tout en promenant sa fille dans la poussette. «Lorsque j'étais adolescente, j'appréciais beaucoup les réunions de chrétiens à la chapelle.» Elle espère que la nouvelle salle redynamisera les jeunes pratiquants du quartier. Avant la fin de l'année, la façade sud de l'église sera restaurée, les vitraux remontrés, les maçonneries consolidées et un enduit extérieur posé. La couleur, pas encore déterminée, sera la même que celle appliquée sur les murs de la chapelle. **Gw. M.**

LES AUTEURS-POMMIERS

Une maison plus humaine

Les travaux de restructuration de la maison de retraite intercommunale qui accueille trois cent trente-cinq pensionnaires, rue Régnault, touchent à leur fin. Ils avaient été entamés en août 1991. Pour des raisons pratiques, le chantier a été divisé en trois phases, car la transformation des dortoirs en chambres individuelles ou à deux lits devait se faire sans causer de gêne particulière pour les pensionnaires. «Pendant les travaux, explique Nicole Guillard, directrice des deux maisons de retraite, communale et intercommunale, nous avons été obligés de supprimer plus de trente lits. Dès le lundi 2 mai, ils seront de nouveau disponibles pour les personnes âgées.» Le personnel de ces établissements ne cache pas sa satisfaction d'accueillir les pensionnaires dans un cadre rénové et «très plaisant, plus humain», selon leur réaction, et agrémenté de jardins. Le projet de 35 millions de francs a été

financé par l'État, la Région, le département, la Caisse régionale d'assurance maladie, la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, enfin par les fonds propres de l'établissement. La maison de retraite intercommunale dont on a fêté le centenaire en 1993, accueille, en plus des Pantinois, les personnes âgées de trois villes voisines : Bagnolet, Le Pré-Saint-Gervais et Les Lilas. En tout, cent dix-sept lits, auxquels s'ajoutent les deux-cent dix-huit de la maison communale inaugurée en 1935. Quant à l'annexe, le bâtiment Jean-Lolive, elle a été construite en 1973. L'ensemble des deux établissements situés entre les rues Régnault, Kléber et Jules-Ferry fonctionne selon deux budgets séparés que gère Nicole Guillard. Jacques Isabet préside les deux conseils d'administration. Un projet de fusion des deux établissements est d'ailleurs à l'étude.

Maison de retraite, 1, rue Jules-Ferry. Tél. : 48.43.69.29.

Appartement témoin



L'office départemental HLM qui va entreprendre la réhabilitation de son patrimoine, rue des Pommiers, met à la disposition des locataires un appartement témoin de type F2, au deuxième étage, au numéro 43 C de cette voie pantinoise. Tous les jours aux horaires de bureau l'office HLM recevra les locataires sur rendez-vous. «Nous allons leur présenter ce que sera un appartement réhabilité, explique Guy Gérard, directeur de la gérance de l'ODHLM. Les sols seront recouverts de dalles thermo-plastiques, et les murs repeints. Nous allons

installer des salles de bains, car elles n'existaient pas à la construction de la cité dans les années 30. Enfin, les loggias seront transformées en vérandas, ajoutant ainsi une pièce supplémentaire au logement.» Les travaux de réhabilitation de la cité débiteront par l'extérieur du bâti, façades et terrasses, avant de concerner les appartements par eux-mêmes. Aucune date n'est avancée par les responsables de l'office HLM quant au début du chantier qui est subordonné aux financements de l'État.

Antenne de l'ODHLM 48.10.36.50.

LES LIMITES

Tout à l'égout

Des travaux de rénovation des égouts sont en cours en haut de l'avenue Anatole-France, causant une certaine gêne aux piétons. La direction départementale des eaux et de l'assainissement procède depuis plusieurs semaines à la réhabilitation des canalisations anciennes dans



cette voie départementale. Par ailleurs, la mauvaise géologie du terrain n'est pas étrangère à la nécessité de ces travaux qui devraient être achevés à la fin de l'année 1994. Le résultat n'est pas négligeable : amélioration de l'évacuation des eaux de pluie et des eaux usées ainsi qu'une diminution de la pollution de la nappe phréatique. Le premier tronçon actuellement en cours est d'une longueur de 600 mètres, de la rue Benjamin-Delessert jusqu'à la rue Pierre-Brossolette. Et le second, jusqu'à l'avenue Jean-Lolive, en travaux cet été, ne mesure que 150 mètres. L'écoulement des eaux sera maintenu pendant toute la durée du chantier que finance le conseil général à 80 %. Cette réhabilitation de 4 850 000 francs est subventionnée pour un cinquième par l'Agence de l'eau Seine-et-Normandie.

LES AUTEURS-POMMIERS

Le feu aux poubelles

Depuis plusieurs semaines, des locaux à poubelles dans deux cités HLM du quartier ont pris feu. Aux Auteurs, ceux de l'allée Louis-Ganne et de la rue de la Convention ont été par deux fois endommagés par les flammes. Rue des Pommiers, ceux des numéros 35 et 37 ont été touchés à leur tour, ainsi qu'une cave, sous le pont de la rue Jules-Auffret. Les sapeurs pompiers sont à chaque fois intervenus. De son côté, la police mène l'enquête. La population de ce quartier est très inquiète de cette recrudescence d'incendies volontaires qui génèrent un climat d'insécurité dans ces deux cités habituellement tranquilles du Haut-Pantin.

Tête d'affiche

RICHARD VAN HERWIJNEN

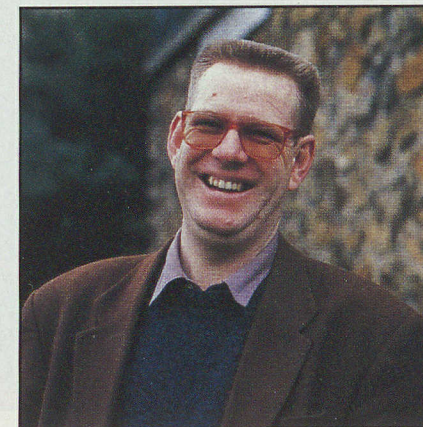
Le choix des formes

Originaire du plat pays, il habite sur une colline. Richard Van Herwijnen, la trentaine, est un pur Hollandais né à Hilversum, la banlieue d'Amsterdam. Aujourd'hui résident permanent des Auteurs-Pommiers, il façonne sa vie quotidienne avec la forme des objets, leur aspect final, leur esthétisme. Son métier : designer.

En 1990, Richard et Jacqueline Van Herwijnen installent leur entreprise, Pluriform Design, à Pantin, au 57 rue Candale-prolongée. Un beau pavillon de banlieue en pierre de meulière, avec une vue imprenable sur la ville. L'architecture de la bâtisse n'est pas étrangère à leur choix. Un bureau au rez-de-chaussée et la maison au-dessus. Ils n'ont pas d'enfant, mais une dizaine de chats du quartier ont élu domicile chez eux. «Trois rues en impasse, les chats aiment ça. Ils ne se font pas écraser par les voitures», raconte-t-il avec une pointe d'accent des Pays-Bas. L'été, sur le perron, le couple observe des chauves-souris.

«Notre profession nous amenait souvent aux alentours de Pantin : Paris, La Villette à deux pas, près du canal.» Comme au pays batave. Forcément, ils ont cherché à s'installer ici. L'occasion a fait le larron. Et leur bonheur à tous les deux, heureux de travailler en France. «Il n'y avait pas de débouchés aux Pays-Bas.»

Richard conçoit les objets, Jacqueline, aussi hollandaise que lui, l'assiste. «Je rends sympathique les choses, explique-t-il. Par exemple, une bouteille Thermos : une forme pour les gens sérieux, une autre pour les jeunes, en y ajoutant de la couleur, et une



“Je rends les objets sympathiques.”

configuration différente qui surprend parce qu'elle n'est pas symétrique.» A l'opposé, Pluriform Design redessine des objets non publics, comme ce nuage-mètre qui mesure l'altitude des cumulus en bout de piste d'aéroport. «Notre rôle est d'accompagner la production.»

Pluriform Design s'est spécialisé dans le design industriel. Commandes extérieures et démarches personnelles se complètent. «Notre métier n'est pas bien connu. Il n'y a même pas de mot en français pour... le désigner*.» Richard a travaillé pour MBK. «Je faisais le look des Mobylette.» Ce designer a conçu la signalétique au parc de La Villette. Ou encore, celle du musée du Fromage en Normandie. «J'ai dessiné des vaches et des briques de lait...»

Richard invente des formes en trois dimensions, à la main. Il s'applique à réfléchir aux symboles. «Et à y correspondre.»

Pierre Gernez

*Stylicien, recommandation officielle

Respect, compétence et solidarité :
trois valeurs fondamentales que
subex décline avec ses partenaires
et ses collaborateurs.

la compétence à taille
humaine

subex
Entreprise de bâtiment

11, rue Maurice Grandcoing 94200 IVRY-SUR-SEINE
Tél. : (1) 49.59.29.29 Fax : (1) 49.59.29.30




CE JEU VOUS EST PROPOSÉ PAR MICHEL LAHMI



	R	A	S	S	E	M	B	L	E	U	R
C	O	U	P	E	C	O	U	P	E	A	
A	I	R	E		R	U	S	E		C	V
P		E	C	O	U	T	E		S	A	I
I	L	O	T		S	A		A	E	R	E
T		L	A	D		R	A	N	C	E	S
A	V	E	C		A	D	I	E	U	X	
I	L			L	E	I	D				
E	N	A	V	E	T	O	E				
E	N	A									

**DES MONTURES DE LUNETTES
À PARTIR DE 98 FRANCS !**



(1) 43.52.45.37



L'ENTREPRISE RATIONNELLE D'INSTALLATIONS ELECTRIQUES

104, rue Danielle CASANOVA - 93300 aubervilliers
Tél. : (1) 48.34.71.71



forclum

La maîtrise de l'installation électrique

CENTRE D'AFFAIRES PARIS-NORD - 93153 LE BLANC-MESNIL
tél. 45 91 52 06

TOUTES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

AUTOMATISMES • INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

MAINTENANCE • INSTRUMENTATION

TELESURVEILLANCE DES RESEAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC

Z.I. du Coudray - 2, av. Armand Esders - 93155 LE BLANC-MESNIL Cédex
tél. 48.67.07.78

COURRIER

CETTE PAGE EST À VOUS

Publier ce que vous pensez de la ville, de «Canal», c'est le but de cette rubrique. Alors, à vos plumes ou vos micro-ordinateurs pour nous livrer vos émois au fil des mois, des anecdotes, des commentaires, des interrogations... N'hésitez pas !

Tout ce qui se passe à Pantin

Je lis régulièrement *Canal*, et en entier, et je l'apprécie beaucoup, entre autres pour les informations qu'il donne sur Pantin. Sans lui, je ne serais au courant de rien, étant donné que je n'ai pas de panneaux lumineux dans mon secteur très excentré. Je pourrais penser ne pas vivre à Pantin puisque même les éclairages de Noël s'arrêtent avant mon immeuble. (...)

Je ne connaissais absolument pas Pantin bien qu'y vivant depuis octobre 1976. Depuis la retraite, quatre ans déjà, et grâce à *Canal*, et à son prédécesseur, j'en fais la connaissance peu à peu.

Et je suis étonné de tout ce qui existe à Pantin et que j'ignorais. (...) Je trouve agréable de ne pas sentir ce mensuel politisé.

Une rubrique «courrier des lecteurs» serait bien, je crois, mais les retraités devraient trouver à partir de ce numéro leurs sorties sans avoir à aller exprès à une des mairies. J'ai cherché, je n'ai pas trouvé ou très fragmenté.

M. S.
Avenue Jean-Jaurès.

Indifférence totale

Dans l'ensemble, les reportages de *Canal* sont bien traités, mais pas assez sur la réalité de la vie de tous les jours.

Sujets à traiter : le sida, le trafic de drogue, la réinsertion des cancéreux dans la vie professionnelle, actuellement négative en France, les épaves de voitures qui encombrant les rues de la ville et les défections des chiens. Pourquoi n'y a-t-il pas d'amende pour ce problème ? Il faudrait aussi traiter des actions dans le domaine du logement et du chômage.

Autres sujets importants qui touchent actuellement les êtres humains de cette planète : l'indifférence des uns et des autres. Ce n'est



Le quai aux bestiaux aujourd'hui, d'où partaient les trains de déportés

pas de racisme qu'on devrait parler, mais d'indifférence totale.

En fin de compte, votre magazine ne fait que traiter des sujets à problèmes superficiellement.

L. M.
Rue Étienne-Marcel.

Merci pour notre quartier

Je lis attentivement votre magazine *Canal*... Tout en étant dans la simplicité, votre journal présente de grandes qualités. Présentations, recherches sur différents sujets, à la portée de tous. Félicitations pour la mise en page, les textes très sensibles et bons conducteurs pour les messages. Merci aux journalistes qui sans arrêt sont sur la piste, pour les bonnes ou mauvaises choses à dire. C'est un journal qu'on ne peut que collectionner, encore merci pour notre quartier.

A. B.
Square Laplace, les Courtilières.

Souvenirs cinématographiques

Ainsi donc, Maigret est venu traîner ses «guêtres» dans notre cimetière communal (*Canal* n° 24). Cela me rappelle un autre film

dont une séquence a été filmée dans un autre quartier de Pantin, en 1965, je crois, *Paris brûle-t-il ?*

Au carrefour Denis-Papin/Cartier-Bresson, on voit arriver quelques autobus anciens à plates-formes chargés de gens raflés et entassés au Vél. d'Hiv. qui empruntent la rampe d'accès aux quais SNCF (rampe existant encore, formée d'une large grille, à côté du garage du concessionnaire Rover, et longeant actuellement les entrepôts de la Sernam).

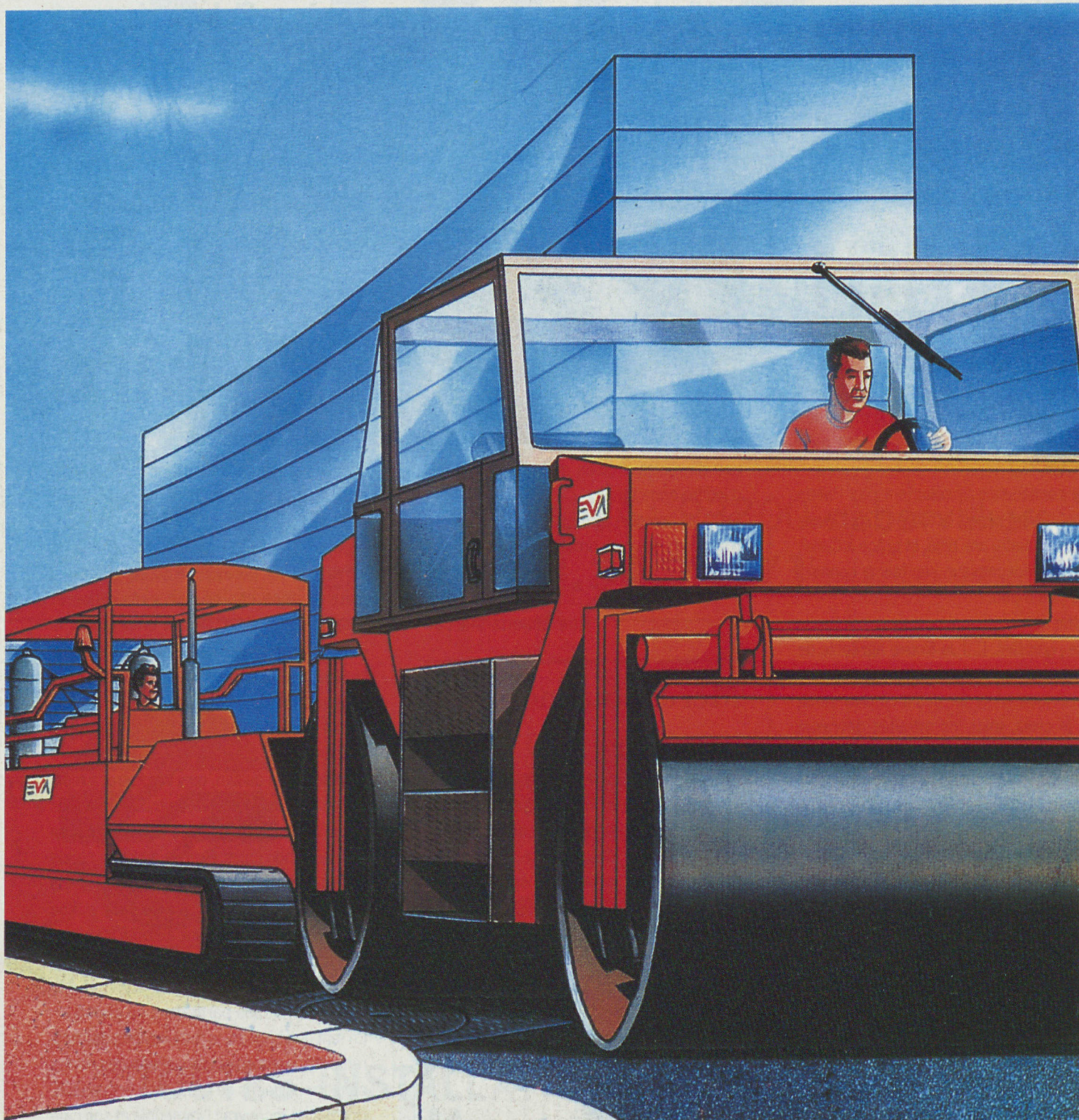
Dans la scène du film, on y voit l'atroce montée en wagons à bestiaux de tous les pauvres gens destinés à la mort des camps de concentration nazis. Brutale montée, coups de crosse, de poings, de pieds, avec les bergers allemands à la clé. Je crois même qu'il y a l'intervention d'une autorité française ou étrangère, dans une Traction noire, qui tente d'arracher une personne importante qui ne devrait pas partir dans ce convoi. En tant que badaud, je me souviens des figurants déguisés en soldats allemands et des camions militaires de l'époque d'occupation. Une bâche recouvrait l'immeuble et son café car l'aspect, en 1965, ne correspondait pas à l'époque de l'occupation. Voilà ce que Maigret m'a rappelé, ainsi qu'un autre film, tourné partiellement rue Magenta, *la Balance*, avec Philippe Léotard.

Pierre V.
Rue La Pérouse

Adressez-nous votre courrier à *Canal*,
84-88, avenue du Général-Leclerc



ENTREPRISE DE VIABILITE
ET D'ASSAINISSEMENT



**le savoir-faire
en route**

Entreprise de Viabilité et d'Assainissement

135, rue Jacques Duclos 93602 AULNAY-SOUS-BOIS

Tél. : (1) 48 79 43 50 - Fax : (1) 48 66 50 05